



Rapport Financier Semestriel

**COMPTES CONSOLIDES
30 JUIN 2024**

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

30 JUIN 2024

SOMMAIRE

- I RAPPORT D'ACTIVITE DU 1^{er} SEMESTRE 2024**

- II PERSPECTIVES, PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES RELATIFS AU
 SECOND SEMESTRE 2024**

- III COMPTES CONSOLIDES RESUMES AU 30 JUIN 2024**
 - III.1 COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE**

 - III.2 BILAN CONSOLIDE**

 - III.3 TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES**

 - III.4 TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES**

 - III.5 NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS**

- IV DECLARATION DE LA PERSONNE PHYSIQUE RESPONSABLE DU
 RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL**

I RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE

1. Présentation et analyse de la période

1.1 Activité commerciale

Le premier semestre 2024 a été marqué par une forte baisse de la demande sur l'ensemble des régions. Ces tensions impactent fortement nos activités Grands Comptes dont le chiffre d'affaires est en baisse par rapport à celui du premier semestre 2023, alors que les activités Mid Market continuent leur progression, notamment sur leur chiffre d'affaires récurrent.

Dans ce contexte, le Groupe a été prudent et sélectif en matière d'investissements au premier semestre. Ceux-ci ont été concentrés sur le business développement et sur les offres en Intelligence Artificielle (IA), notamment l'IA générative. D'autre part, aucune opération de croissance externe n'a été effectuée au cours du premier semestre.

Au 1^{er} semestre 2024, le **Groupe Keyrus** enregistre un chiffre d'affaires consolidé de 178,1 M€ contre 186,8 M€ au 30 juin 2023, soit une baisse de 4,6% (-5,1% à périmètre et taux de change constants).

Le segment Grands Comptes a enregistré une baisse de chiffre d'affaires au premier semestre de 9,0% (-9,6% à périmètre et taux de change constants) par rapport au premier semestre 2023.

La plupart des régions du segment Grands Comptes sont en décroissance, subissant des réductions de budget des donneurs d'ordre, confrontés aux tensions macro-économiques et à l'incertitude géopolitique. Seules les activités de near-shoring en Europe, les activités de Keyrus Life Sciences, celles des régions Africa & Middle East et les activités Enterprise Performance Management (EPM) ont été en croissance ce semestre.

Les activités Mid-Market conduites par notre filiale Absys-Cyborg ont continué de progresser au premier semestre 2024. La croissance du segment est de 9,9% (identique à périmètre et taux de change constants) pour le semestre et la prise de commande est en hausse de 3,7% sur 12 mois glissants.

La part de récurrence contractuelle, représentant 57,9% du chiffre d'affaires, continue de progresser à un rythme plus rapide que le chiffre d'affaires sans récurrence.

Enfin, le portefeuille clients des activités Mid Market comporte un nombre de plus en plus important de grands comptes. La tendance de ces clients à décaler des démarrages de mission ont pesé sur le taux d'occupation. Des plans d'actions sont en cours afin d'adapter la gestion des plannings à cette nouvelle typologie de clients.

1.2 Activité réglementaire

Sur le plan réglementaire, le Groupe anticipe les nouvelles exigences en matière de Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE/ESG).

Ainsi, et sous la supervision du comité exécutif du groupe, une gouvernance dédiée a été constituée, réunissant la Direction ESG, les Directions clés du groupe et une Manager experte sur le sujet afin d'assurer un pilotage des politiques du Groupe sur les trois piliers environnemental, sociétal et gouvernance.

Il convient de préciser que Keyrus a obtenu en septembre 2024 la médaille d'argent Ecovadis avec une note de 68/100, plaçant ainsi le groupe dans le top 15% des entreprises évaluées par Ecovadis, spécialiste de la notation des entreprises en matière de maturité de leurs politiques ESG.

Cette progression de 17 points par rapport à sa précédente évaluation, synonyme d'une médaille de bronze soit une notation standard, est le fruit d'un élan significatif impulsé par la Direction du Groupe

Keyrus. Ainsi, un effort très important a été effectué afin de compléter un ensemble de procédures définissant les règles du Groupe sur les piliers Social, Environnement, Éthique et Achats Responsables et de dispenser les formations y afférentes. Le Groupe va poursuivre cet effort afin de faire progresser sa notation et envisager une médaille Gold à moyen terme.

Par ailleurs, le Groupe étant assujéti à la mise en œuvre du nouveau Reporting CSRD en 2026, un cabinet de conseil expert sur le sujet a été choisi afin d'accompagner Keyrus sur l'analyse de double matérialité, la définition des data points CSRD et l'analyse des écarts ('Gap Analysis'). Par ailleurs, le Groupe Keyrus a investi dans un logiciel de collecte et de traitement des données ESG et CSRD afin d'assurer l'établissement d'un Reporting fiable et cohérent, et de permettre le suivi et l'amélioration continue des actions ESG et de leur impact.

Autres informations

Relativement au périmètre de consolidation, aucun évènement significatif n'a été constaté sur le premier semestre de l'exercice 2024, le Groupe Keyrus n'ayant procédé à aucune opération de croissance externe sur cette période.

Par ailleurs, le Groupe a cédé 15% du capital de sa filiale AXCO, entité opérationnelle de CMG Consulting au Portugal, au Manager de la filiale. À la suite de cette opération, Keyrus détient 69% d'AXCO, le différentiel de 16% étant détenu par les associés de CMG Consulting.

2. Événements Postérieurs au 30 juin 2024

Dans le cadre du développement des activités du groupe au Moyen Orient, le Groupe Keyrus a décidé de créer une nouvelle société Holding à Abu Dhabi afin de porter les prises de participations de Keyrus dans la région. Par conséquent, Keyrus Middle East SPV Ltd a été créée le 8 août 2024.

La société Holding présente à Dubai, Keyrus ME DMCC, est en cours de liquidation et les parts détenues dans le capital de l'entité opérationnelle Dubaïote, Keyrus Software Trading ME sont en cours de transfert à la nouvelle entité incorporée à Abu Dhabi.

3. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires du Groupe Keyrus pour le 1^{er} semestre 2024 se décompose comme suit :

| Segment d'activité | 30 juin 2024 | 30 juin 2023 |
|---------------------------|---------------------|---------------------|
| Grands Comptes | 130,6 | 143,5 |
| Mid Market | 47,5 | 43,3 |
| Total | 178,1 M€ | 186,8 M€ |

4. Analyse des résultats

Le résultat opérationnel courant du premier semestre 2024 s'élève à +4,5M€ contre +7,9M€ au premier semestre 2023 (soit 2,6% du chiffre d'affaires contre 4,2% au premier semestre 2023) :

- Le résultat opérationnel courant des activités Grands Comptes est en forte baisse à 1,5M€ (soit 1,2% du chiffre d'affaires contre 3,0% au premier semestre 2023)
- Le résultat opérationnel courant des activités Mid-Market est en légère baisse à 3,0M€ (soit 6,4% du chiffre d'affaires) contre 3,6M€ (soit 8,4% du chiffre d'affaires) au premier semestre 2023.

Au cours de ce semestre, les activités Grands Comptes ont fortement souffert des conséquences économiques des tensions géopolitiques et de la baisse générale de la demande. La large majorité des régions ont connu une baisse de chiffre d'affaires sur ce semestre et celles-ci se sont de ce fait concentrées à limiter l'impact de cette baisse d'activité sur leur rentabilité.

Malgré une baisse de près de 10% du chiffre d'affaires organique, le résultat opérationnel courant et le résultat opérationnel du segment Grands Comptes demeurent positifs. Dans ce contexte tendu, l'Europe a également intensifié ses efforts relativement à l'activité de near-shoring de sa filiale portugaise. En outre, les activités Life Sciences et EPM ont vu leur chiffre d'affaires croître sensiblement, comme la région Africa & Middle East qui profite de l'activité de déploiement de la solution propre Omniflow sur ses clients Telecom.

La baisse de la rentabilité des activités Mid Market est principalement due à la baisse du taux d'occupation notamment du fait de difficultés plus grandes à gérer la planification sur des projets de clients identifiés grands comptes. Par ailleurs, l'activité commerciale du segment Mid Market commence à ressentir les impacts du contexte macro-économique avec un ralentissement de la prise de commande au deuxième trimestre 2024. Le management est donc d'ores et déjà concentré sur la préservation de la rentabilité plutôt que celle de la croissance au second semestre 2024.

Le résultat opérationnel du Groupe s'élève à +3,0M€ contre +6,2M€ au premier semestre 2023. Il enregistre un certain nombre de coûts non récurrents liés aux activités M&A, aux actions de réductions des surfaces de bureaux et à l'adaptation et au renouvellement nécessaire de certaines fonctions de direction (-1,6M€ vs. -1,7M€ au 1^{er} semestre 2022).

Le coût de l'endettement financier est de 3,2M€ au 1^{er} semestre 2024, en hausse de 0,6M€ par rapport au coût constaté au 1^{er} semestre 2023. Cette hausse s'explique par la hausse des taux directeurs ayant renchéri le taux de 0,6% en moyenne entre ces deux semestres. Une meilleure centralisation de la trésorerie du groupe a toutefois permis d'atténuer l'impact de la hausse des taux en augmentant les placements de trésorerie.

Les variations de change, principalement relatives au Real brésilien, ont aussi impacté défavorablement le résultat financier du premier semestre 2024 alors qu'elles lui étaient favorables un an plus tôt. Ces effets de change représentent une perte de -0,9M€ contre un gain de +0,3M€ au premier semestre 2023.

Ces deux éléments expliquent la dégradation de -1,4M€ du résultat financier. Il en résulte une baisse du résultat avant impôt de 4,7M€, qui devient déficitaire à -1,2M€, contre +3,5M€ au premier semestre 2023.

Compte tenu de la rentabilité du premier semestre, la charge d'impôt est quasiment nulle au premier semestre.

Enfin, le résultat des sociétés mises en équivalence est de -0,5M€ contre -0,1M€ un an auparavant.

En conséquence, le résultat net s'établit à -1,8M€ contre +3,0M€ au 30 juin 2023. Le résultat net part du groupe par action ressort à -0,15 centimes par action, contre 18 centimes un an plus tôt.

5. Analyse des Flux de trésorerie

La trésorerie active s'élève à 42,5M€ contre 49,3M€ au 30 juin 2023.

La dette financière brute (hors put, earn-out, dettes sur acquisitions de filiales et obligations locatives) reste relativement stable au 30 juin 2024 comparé au 31 décembre 2023, passant de 88,2M€ à 89,1M€.

La dette nette s'élève à 45,7M€ au 30 juin 2024 contre 45,2M€ un an auparavant et 36,3M€ au 31 décembre 2023. Cette hausse de 8,9M€ de la dette nette au premier semestre 2024 est maîtrisée, s'expliquant principalement par la saisonnalité récurrente du BFR d'activité lequel augmente de 6,7M€ au premier semestre 2024, et de 12,0M€ au premier semestre 2023. Cette variance dans la saisonnalité s'explique à la fois par une gestion serrée des encours clients et par la baisse d'activité du segment Grands Comptes de près de 13M€.

Il est à noter que le contrat d'affacturage en place sur la France, la Belgique, les Etats-Unis et le Canada permet la cession sans recours d'une partie des créances. Au 30 juin 2024, l'impact sur cette déconsolidation d'encours de créances est de 9,8M€.

6. Analyse du Bilan

Les actifs non courants ressortent à 159,1M€ au 30 juin 2024 contre 165,3M€ au 31 décembre 2023. La baisse sur le premier semestre 2024 s'explique par la baisse de -6,4M€ des droits d'utilisation IFRS16 compte tenu de la politique continue du groupe sur l'optimisation de ses surfaces de bureaux et de l'amortissement du semestre, partiellement compensée par une hausse des impôts différés actifs de 1,1M€.

Les actifs courants hors trésorerie baissent de 4,1M€ à 122,1M€ contre 126,2M€ au 31 décembre 2023 et la trésorerie active baisse de 10,3M€ au cours du semestre, à 42,5M€.

Les capitaux propres consolidés baissent légèrement à 47,6M€ au 30 juin 2024 contre 48,3M€ au 31 décembre 2023, compte tenu du résultat net déficitaire au premier semestre.

7. Principales transactions avec les parties liées

L'ensemble des transactions comprend des opérations courantes entre les sociétés incluses dans le périmètre de consolidation.

8. Gestion des Risques

Un Comité d'Audit a été organisé le 29 août 2024 afin d'évaluer les principaux risques auxquels font face les équipes du Groupe Keyrus. Le rapport des risques du Groupe avait été présenté au Comité dans sa nouvelle version adoptée en juillet 2023 et a fait l'objet d'une actualisation, approuvée par le Comité. Le rapport des risques 2024 sera joint au prochain Rapport Financier Annuel (RFA), lequel sera publié en avril 2025.

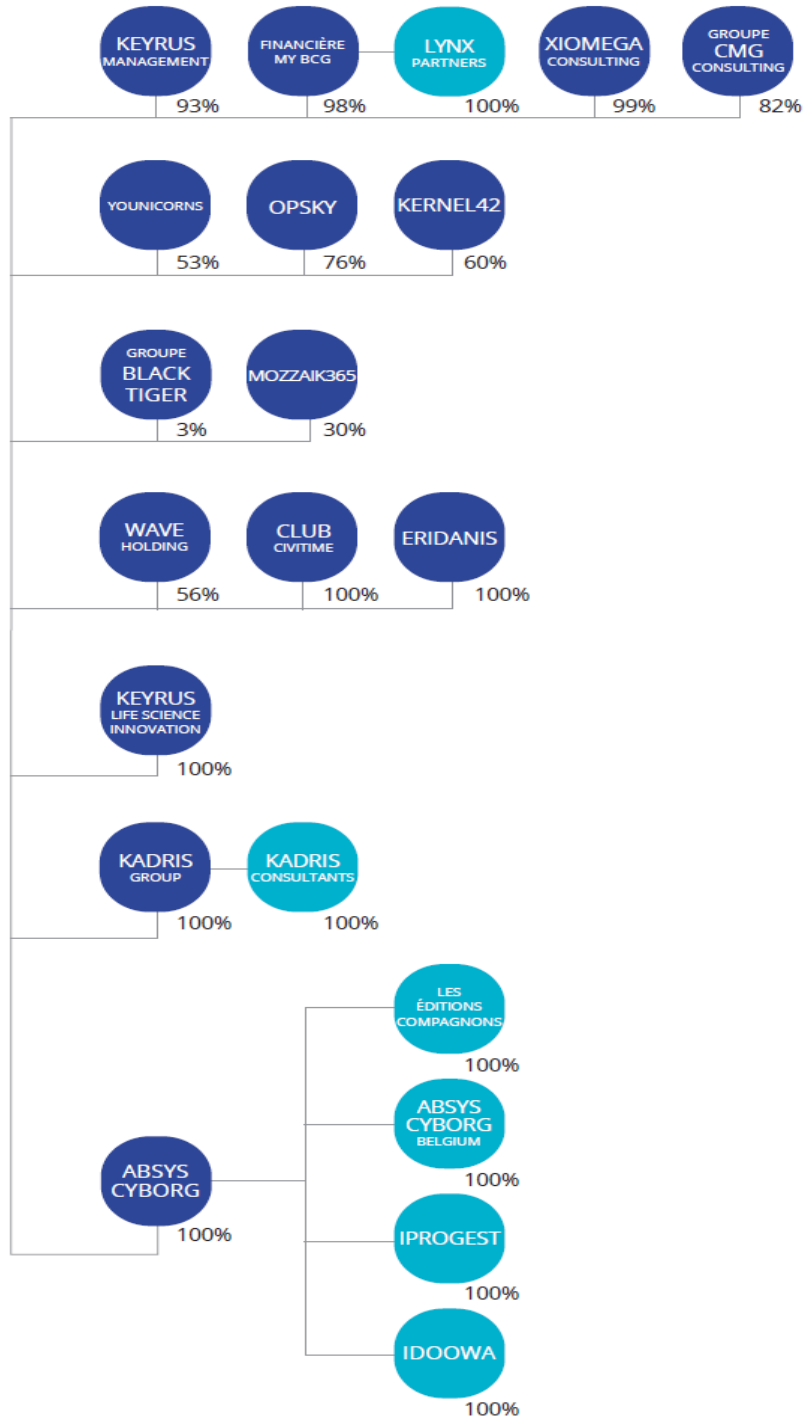
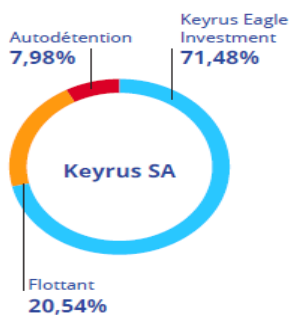
Le précédent rapport des risques est disponible dans le Rapport de Gestion du groupe, lui-même inclus dans le Rapport Financier Annuel 2023, déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 30 avril 2024.

9. Organigramme Juridique

L'organigramme juridique du groupe Keyrus au 30 juin 2024 pour la zone France se présente comme suit :



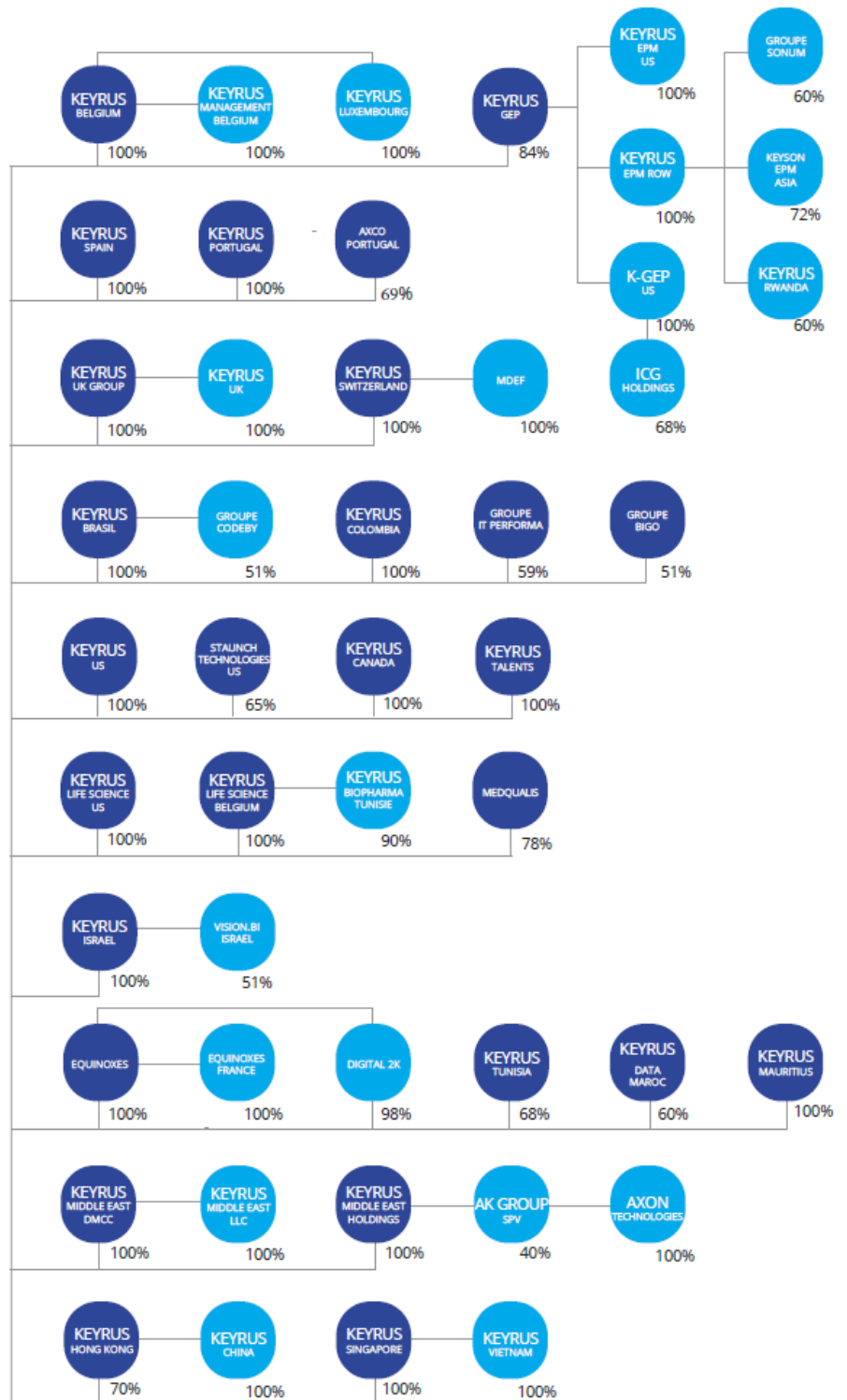
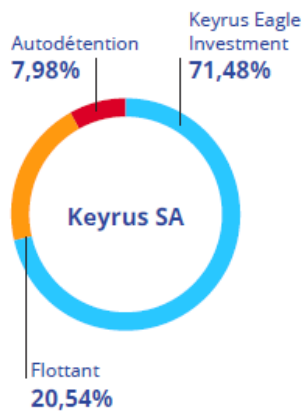
Organigramme Juridique au 30 juin 2024



L'organigramme juridique du groupe Keyrus au 30 juin 2024 pour l'ensemble des régions, hors France, se présente comme suit :



Organigramme Juridique au 30 juin 2024



II PERSPECTIVES, PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES POUR LE SECOND SEMESTRE 2024

L'inflation et le ralentissement économique constatés depuis l'exercice 2023 et confirmés lors du premier semestre 2024 amènent le Groupe Keyrus à gérer ses investissements et ses activités avec prudence.

Dans ce contexte, nous nous concentrons fortement sur la **priorisation de nos investissements**, notre **excellence opérationnelle** et notre **agilité**.

Relativement à nos activités **Grands Comptes**, nous ambitionnons de positionner un portefeuille de solutions innovantes et différenciantes, entre autres par nos expertises en IA et en IA génératives, de poursuivre une croissance organique et externe, de promouvoir notre ADN entrepreneurial et assurer une stratégie durable et respectueuse des enjeux ESG.

Relativement à nos activités **Mid-Market**, nous comptons poursuivre la croissance du chiffre d'affaires en revenu récurrent, nos investissements dans nos offres d'édition et dans nos services à forte valeur ajoutée, développer de nouveaux partenariats avec des acteurs SaaS et demeurer agile pour s'adapter aux conditions économiques incertaines.

La société poursuit ses investissements dédiés à l'engagement de ses collaborateurs, l'innovation, le développement de ses marques et la modernisation des outils de gestion. Keyrus continuera donc de se concentrer sur les dossiers à haute valeur ajoutée technique et fonctionnelle pour se différencier de la concurrence.

III COMPTES CONSOLIDES RESUMES AU 30 JUIN 2024

KEYRUS

III.1 — Compte de résultat consolidé

| En milliers d'€ | Notes | 30/06/2024 6 mois | 30/06/2023 6 mois | 31/12/2023 12 mois |
|---|-------|----------------------|----------------------|-----------------------|
| Chiffre d'affaires | 5 | 178 137 | 186 758 | 370 339 |
| Autres produits de l'activité | | 2 443 | 201 | 1 231 |
| Total produits des activités ordinaires | | 180 580 | 186 958 | 371 570 |
| Achats consommés | | -65 079 | -67 720 | -135 409 |
| Charges de personnel | 6 | -105 319 | -106 270 | -206 237 |
| Impôts et taxes | | -1 380 | -1 009 | -2 309 |
| Dotations aux Amortissements | 13 | -3 713 | -4 239 | -8 489 |
| Dotations et Reprises aux Provisions et Pertes de valeur | | -489 | -640 | -297 |
| Autres produits et charges opérationnels courants | 7 | -57 | 839 | -1 147 |
| Résultat Opérationnel Courant | | 4 543 | 7 921 | 17 682 |
| Autres produits et charges opérationnels | 8 | -1 591 | -1 732 | -4 388 |
| Résultat Opérationnel | | 2 952 | 6 189 | 13 293 |
| Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie | 9 | 166 | 12 | 118 |
| Coût de l'endettement financier brut | 9 | -3 226 | -2 574 | -6 057 |
| Autres produits et charges financiers | 9 | -1 098 | -158 | -462 |
| Résultat avant impôt | | -1 206 | 3 469 | 6 892 |
| Impôts sur le résultat | 10 | -13 | -307 | -2 671 |
| Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence | 11 | -486 | -149 | -473 |
| Résultat net | | -1 705 | 3 012 | 3 749 |
| Dont: | | | | |
| Part du Groupe | | -2 322 | 2 912 | 3 475 |
| <i>Part des minoritaires</i> | | 617 | 100 | 273 |
| Résultat par action | | -0,15 | 0,18 | 0,22 |
| Résultat dilué par action | | -0,15 | 0,18 | 0,22 |

III.2 — Etat du résultat global consolidé

Etat du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

| <i>En milliers d'euros</i> | 30/06/2024 6 mois | 30/06/2023 6 mois | 31/12/2023 12 mois |
|--|----------------------|----------------------|-----------------------|
| Résultat net de l'ensemble consolidé | -1 705 | 3 012 | 3 749 |
| Autres éléments du résultat global : | | | |
| Eléments ne devant pas être reclassés en résultat net : | | | |
| - Réévaluations au titre des régimes à prestations définies | | | |
| - Impôts sur les éléments ne devant pas être reclassés en équivalence. | | | |
| Sous total des éléments ne devant pas être reclassés | | | |
| Eléments devant être reclassé ultérieurement en résultat net : | | | |
| - Ecart de conversion | | -146 | -438 |
| - Impôts sur les éléments devant être reclassés | | -1 | 11 |
| Sous total des éléments devant être reclassés | | -148 | -426 |
| Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres nets d'impôts | | -148 | -426 |
| Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres | -1 705 | 2 864 | 3 322 |
| <i>Dont part du Groupe</i> | -1 841 | 2 992 | -147 |
| <i>Dont part des intérêts minoritaires</i> | 330 | 330 | 1 332 |

III.3 — Bilan consolidé

| ACTIF | Notes | En milliers d'€ | | |
|--|-------|-----------------|----------------|----------------|
| | | 30/06/2024 | 30/06/2023 | 31/12/2023 |
| Goodwill | 12 | 93 943 | 93 840 | 93 974 |
| Immobilisations Incorporelles | 13 | 3 399 | 3 217 | 3 389 |
| Immobilisations Corporelles | 13 | 4 005 | 4 912 | 4 348 |
| Droits d'utilisation (IFRS 16) | 14 | 13 780 | 22 465 | 20 222 |
| Titres mis en équivalence | | 1 152 | 564 | 1 598 |
| Autres actifs non courants | 15 | 32 167 | 32 150 | 29 676 |
| Impôts différés actifs | 10 | 10 661 | 8 163 | 9 551 |
| Total Actif Non Courant | | 159 106 | 165 313 | 162 757 |
| Stocks et en cours | | 10 | 21 | 10 |
| Créances clients et autres débiteurs | 16 | 122 044 | 128 374 | 126 166 |
| Instruments financiers dérivés actifs | | 6 | 5 | 6 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | 17 | 42 539 | 49 340 | 52 830 |
| Total Actif Courant | | 164 599 | 177 740 | 179 012 |
| Total de l'actif | | 323 705 | 343 053 | 341 769 |
| PASSIF | Notes | 30/06/2024 | 30/06/2023 | 31/12/2023 |
| Capital | | 4 241 | 4 241 | 4 241 |
| Primes d'émission | | 20 942 | 20 942 | 20 942 |
| Réserves consolidées | | 19 432 | 12 010 | 15 513 |
| Résultat consolidé | | -2 322 | 2 912 | 3 475 |
| Capitaux Propres Part du Groupe | | 42 294 | 40 106 | 44 172 |
| Intérêts minoritaires | | 5 282 | 6 758 | 4 078 |
| Total des capitaux propres | | 47 576 | 46 864 | 48 250 |
| Provisions | 18 | 11 459 | 10 297 | 10 963 |
| Passif financiers | 19 | 87 570 | 92 842 | 88 564 |
| Obligations locatives (IFRS 16) | 19 | 10 675 | 21 612 | 15 099 |
| Impôts différés passifs | 10 | 1 441 | 1 156 | 1 659 |
| Total Passif Non Courant | | 111 146 | 125 907 | 116 284 |
| Provisions | 18 | 4 433 | 4 932 | 4 985 |
| Passifs financiers | 19 | 24 759 | 32 355 | 25 751 |
| Obligations locatives (IFRS 16) | 19 | 3 790 | 1 495 | 5 829 |
| Dettes fournisseurs et autres créditeurs | 20 | 40 764 | 37 543 | 43 388 |
| Dettes fiscales et sociales | 20 | 50 302 | 56 055 | 55 503 |
| Autres passifs | 20 | 40 937 | 37 902 | 41 779 |
| Total Passif Courant | | 164 983 | 170 282 | 177 235 |
| Total du passif | | 323 705 | 343 053 | 341 769 |

III.4 — Tableaux des flux de trésorerie consolidés

| OPERATIONS | En milliers d'€ | | |
|--|-----------------|----------------|----------------|
| | 30/06/2024 | 30/06/2023 | 31/12/2023 |
| Résultat net | -1 705 | 3 012 | 3 749 |
| Gains et pertes latents liés aux variations de juste valeur | -91 | -191 | -13 |
| Dotations nettes Amortissements et pertes de valeurs | 3 918 | 4 736 | 9 306 |
| Elim. des profits/pertes sur actualisation des créances en dettes | 197 | 175 | 338 |
| Charges et produits calculés liés aux stock-options et assimilés | 617 | 812 | 664 |
| Plus et moins-values de cession | 21 | -19 | 468 |
| Quote-part de résultat liée aux SME | 486 | 149 | 473 |
| Elim. des produits de dividendes | | | |
| Résultat de dilution | | | |
| Elim. des autres charges et produits calculés | 232 | 401 | 379 |
| Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt | 3 675 | 9 076 | 15 364 |
| Coût de l'endettement financier net | 3 060 | 2 562 | 5 939 |
| Charge d'impôt (y compris impôts différés) | 13 | 307 | 2 671 |
| Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier et impôt | 6 748 | 11 945 | 23 974 |
| Impôts versés | -1 891 | -2 261 | -5 437 |
| Variation du BFR | -6 075 | -11 987 | 2 933 |
| Flux net de trésorerie généré par l'activité | -1 218 | -2 304 | 21 470 |
| Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles | -1 060 | -733 | -1 772 |
| Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles | 7 | 23 | 31 |
| Encaissements liés aux cessions d'immobilisations financières | | | 128 |
| Autres flux liés aux opérations d'investissement | | | -1 |
| Dividendes reçus | 3 | | |
| Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations financières | -221 | -433 | -2 429 |
| Incidence des variations de périmètre | -896 | -1 803 | -2 666 |
| Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement | -2 167 | -2 946 | -6 708 |
| Sommes reçues des actionnaires lors d'augmentations de capital | | 126 | 229 |
| Sommes reçues lors de l'exercice des stock-options | | | |
| Dividendes versés | -2 | | -421 |
| Rachats et ventes d'actions propres | -3 | 6 | 317 |
| Remboursements d'emprunts (y compris dettes locatives) | -76 787 | -45 529 | -154 277 |
| Encaissements liés aux nouveaux emprunts | 72 760 | 41 651 | 142 710 |
| Intérêts financiers nets versés | -3 091 | -2 549 | -5 931 |
| Autres flux liés aux opérations de financement | 12 | -1 281 | -6 494 |
| Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement | -7 110 | -7 575 | -23 867 |
| Incidence des variations des cours des devises | 243 | 52 | -184 |
| Incidence des changements de principes comptables | | | |
| Variation de trésorerie | -10 252 | -12 773 | -9 289 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie nets des découverts bancaires à l'ouverture | 52 790 | 62 080 | 62 080 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie nets des découverts bancaires à la clôture | 42 538 | 49 307 | 52 790 |

III.5 — Variation des capitaux propres

| En milliers d'euros | Capital Social | Prime d'émission | Réserves de consolidation | Différence de conversion | Résultat consolidé | Capitaux propres Part du groupe | Intérêts des minoritaires | Total capitaux propres consolidés |
|--|----------------|------------------|---------------------------|--------------------------|--------------------|---------------------------------|---------------------------|-----------------------------------|
| Solde au 31/12/2022 | 4 241 | 20 942 | 11 867 | -577 | 3 827 | 40 301 | 5 736 | 46 037 |
| Affectation résultat & reclassement | | | 3 827 | | -3 827 | | | |
| Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres | | | 11 | -495 | | -483 | 57 | -426 |
| Résultat 2021 | | | | | 3 475 | 3 475 | 273 | 3 749 |
| Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres | | | 11 | -495 | 3 475 | 2 992 | 330 | 3 322 |
| Augmentation de capital | | | 424 | | | 424 | 342 | 766 |
| Dividendes distribués | | | | | | | -341 | -341 |
| Variation de l'auto détention | | | 317 | | | 317 | | 317 |
| Variation de périmètre ou de % d'intérêt sans perte de contrôle | | | -822 | | | -822 | -4 951 | -5 773 |
| Put sur intérêts minoritaires | | | -339 | | | -339 | 2 905 | 2 567 |
| Actions gratuites | | | 1 298 | | | 1 298 | 58 | 1 356 |
| Solde au 31/12/2023 | 4 241 | 20 942 | 16 584 | -1 071 | 3 475 | 44 172 | 4 079 | 48 250 |
| Affectation résultat & reclassement | | | 3 475 | | -3 475 | | | |
| Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres | | | -7 | 488 | | 481 | -73 | 407 |
| Résultat 2024 | | | | | -2 322 | -2 322 | 617 | -1 705 |
| Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres | | | -7 | 488 | -2 322 | -1 841 | 544 | -1 297 |
| Dividendes distribués | | | | | | | -2 | -2 |
| Variation de l'auto détention | | | -3 | | | -3 | | -3 |
| Variation de périmètre ou de % d'intérêt sans perte de contrôle | | | 34 | | | 34 | -21 | 12 |
| Put sur intérêts minoritaires | | | -684 | | | -684 | 684 | |
| Actions gratuites | | | 616 | | | 616 | | 616 |
| Solde au 30/06/2024 | 4 241 | 20 942 | 20 015 | -583 | -2 322 | 42 294 | 5 283 | 47 576 |

III.6 — Notes annexes

(Les montants sont exprimés en K€ sauf mention contraire)

GENERALITES

Keyrus (« la Société ») est une société anonyme, de droit français. Les actions de la Société sont admises à la cote sur le marché multilatéral de négociation Euronext Growth Paris.

Les comptes semestriels consolidés résumés au 30 juin 2024 reflètent la situation comptable de Keyrus et de ses filiales (ci-après « le Groupe »), ainsi que les intérêts du Groupe dans les entreprises associées et coentreprises. Ils sont présentés en euros, arrondis au millier le plus proche.

Le conseil d'Administration a arrêté les états financiers semestriels consolidés le 26 septembre 2024 et donné son autorisation de publication des comptes semestriels consolidés résumés au 30 juin 2024.

Note 1. – Principes comptables

Les comptes semestriels consolidés résumés 2024 sont établis conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne et à la norme IAS 34 sur les arrêts intermédiaires.

Du fait de sa cotation dans un pays de l'Union européenne et conformément au règlement CE n°1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés de **Keyrus** et de ses filiales (ci-après le « Groupe ») qui sont publiés au titre du premier semestre 2024 sont établis suivant les normes comptables internationales : International Financial Reporting Standards (ci-après « IFRS »), telles qu'adoptées dans l'Union européenne et d'application obligatoire au 30 juin 2024. Elles comprennent les normes approuvées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »), c'est à dire les normes IFRS, les normes comptables internationales (« IAS ») et les interprétations émanant de l'International Financial Reporting Interpretations Committee (« IFRIC ») ou de l'ancien Standing Interpretations Committee (« SIC »).

Pour rappel, dans le cadre des options offertes par la norme IAS 1, le Groupe avait décidé en 2005 :

- De ne pas procéder au retraitement rétrospectif des écarts d'acquisition constatés avant le 1er janvier 2004 ;
- De transférer en « réserves consolidées » les écarts de conversion cumulés au 1er janvier 2004 ;
- De comptabiliser les écarts actuariels sur les engagements envers les salariés non encore constatés au 1er janvier 2004 en provisions pour retraites en contrepartie des capitaux propres.

Toutes les normes et interprétations appliquées par le groupe **Keyrus** dans les présents comptes sont compatibles avec les directives européennes d'une part et les normes et interprétations adoptées par l'Union Européenne d'autre part. Sauf indication contraire, ces méthodes ont été appliquées de façon permanente à tous les exercices présentés.

Evolution des règles et méthodes comptables

Les méthodes comptables et règles d'évaluation appliquées par le Groupe dans les comptes consolidés au 30 juin 2024 sont identiques à celles retenues pour les comptes au 31 décembre 2023 à l'exception des normes, amendements de normes et interprétations dont l'application est obligatoire à compter du 1er janvier 2024 et qui n'avaient pas été appliqués par anticipation par le Groupe.

Le Groupe n'a appliqué de façon anticipée aucune des nouvelles normes et interprétations mentionnées ci-après qui pourraient le concerner et dont l'application n'est pas obligatoire au 1er janvier 2024 :

- Amendements à IAS 1 : classification des passifs en courants ou non courants ; Informations à fournir sur les méthodes comptables ;
- Amendements à IAS 16 : immobilisations corporelles - produit antérieur à l'utilisation prévue ;
- Amendements à IAS 37 : contrats déficitaires – coûts d'exécution du contrat ;
- Amélioration annuelle des IFRS (cycle 2018-2020) ;
- Amendements à IAS 8 : définition des estimations comptables ;
- Amendements à IAS 12 : impôt différé rattaché à des actifs et passifs issus d'une même transaction ;
- Amendements à IAS 38 : coûts de configuration et d'adaptation des logiciels utilisés en mode SaaS.
- IFRS18 : présentation et informations à fournir dans les états financiers (entre en vigueur au 1^{er} janvier 2027)

Ces nouvelles normes et amendements n'ont pas encore été adoptés par l'Union européenne et ne peuvent donc pas être appliqués par anticipation, quand bien même la norme l'autoriserait.

Le Groupe est en cours d'appréciation des impacts consécutifs à la première application de ces nouveaux textes.

Bases d'évaluation utilisées pour l'établissement des comptes consolidés : les comptes consolidés sont établis selon la convention du coût historique à l'exception de certaines catégories d'actifs et passifs conformément aux règles édictées par les IFRS. Les catégories concernées sont mentionnées dans les notes suivantes.

1) **MÉTHODES DE CONSOLIDATION :**

- I. Les filiales (sociétés contrôlées) sont consolidées par intégration globale. Par contrôle on entend le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entreprise afin d'obtenir des avantages de ses activités, le pouvoir s'accompagnant généralement de la détention de plus de la moitié des droits de vote. Les filiales sont consolidées par intégration globale à compter de la date à laquelle le contrôle est transféré au Groupe. Elles sont déconsolidées à compter de la date à laquelle le contrôle cesse d'être exercé. Toutes les transactions internes sont éliminées en consolidation.
- II. Les entreprises associées sont toutes les entités dont le Groupe ne détient pas le contrôle, mais sur lesquelles il exerce une influence notable qui s'accompagne généralement d'une participation comprise entre 20% et 50% des droits de vote. Les participations dans les entreprises associées sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence et initialement comptabilisées à leur coût. La participation du Groupe dans les entreprises associées comprend le goodwill (net de tout cumul de pertes de valeur) identifié lors de l'acquisition. La quote-part du Groupe dans le résultat des entreprises associées postérieurement à l'acquisition est comptabilisée en résultat consolidé. Lorsque la quote-part du Groupe dans les pertes d'une entreprise associée est supérieure ou égale à sa participation dans l'entreprise associée, y compris toute créance non garantie, le Groupe ne comptabilise pas de pertes additionnelles, sauf s'il a encouru une obligation ou effectué des paiements au nom de l'entreprise associée. Les gains latents sur les transactions entre le Groupe et ses entreprises associées sont éliminés en proportion de la participation du Groupe dans les entreprises associées. Les pertes latentes sont également éliminées, à moins qu'en cas d'actif cédé, la transaction n'indique une perte de valeur. Les méthodes comptables des entreprises associées ont été modifiées lorsque nécessaire afin de les aligner sur celles adoptées par le Groupe. Les gains et les pertes de dilution dans les entreprises associées sont comptabilisés au compte de résultat.

2) **REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES :**

Ces regroupements sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Ainsi, lors de la première consolidation d'une entreprise contrôlée exclusivement, les actifs, passifs et passifs éventuels de

l'entreprise acquise sont évalués à leur juste valeur conformément aux prescriptions des IFRS. Les écarts d'évaluation dégagés à cette occasion sont comptabilisés dans les actifs et passifs concernés, y compris pour la part des minoritaires et non seulement pour la quote-part des titres acquis. L'écart résiduel de l'excédent du coût du regroupement d'entreprises sur la part d'intérêts de l'acquéreur dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables est comptabilisé en tant qu'actif, en goodwill. Si, après réestimation, la part d'intérêts de l'acquéreur dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables excède le coût du regroupement d'entreprises, l'excédent est comptabilisé immédiatement en résultat.

3) INTÉRÊTS MINORITAIRES :

Lorsque la prise de contrôle est inférieure à 100%, la norme IFRS 3 révisée offre l'option, disponible pour chaque regroupement d'entreprise, de comptabiliser l'écart d'acquisition soit sur une base de 100%, soit sur la base d'un pourcentage d'intérêt acquis (sans modification ultérieure en cas de rachat complémentaire de participations ne donnant pas le contrôle). La participation ne donnant pas le contrôle dans l'entreprise acquise (intérêts minoritaires) est ainsi évaluée soit :

- À la juste valeur, comptabilisation d'un goodwill pour le groupe et un goodwill pour les minoritaires
- À la juste valeur, sur la base de la quote-part dans l'actif net identifiable, comptabilisation d'un goodwill pour uniquement pour la quote-part détenue

Pour les acquisitions d'intérêts complémentaires d'une filiale, réalisées à partir du 1er janvier 2010 et qui ne modifient pas le contrôle exercé sur cette filiale, l'écart entre le prix d'acquisition des titres et la quote-part complémentaire de capitaux propres consolidés acquise est constaté en capitaux propres part du Groupe, sans changer la valeur consolidée des actifs et passifs identifiables de la filiale y compris l'écart d'acquisition. La part de ces acquisitions payée en numéraire, nette des frais d'acquisition associés, est classée en flux de trésorerie liées aux opérations de financement du tableau des flux de trésorerie consolidés

En application d'IAS 32 lorsque les détenteurs d'intérêts ne conférant pas le contrôle disposent d'options de vente de leur participation au Groupe, une dette financière est constatée à la date de clôture pour un montant correspondant à la juste valeur de l'option.

La contrepartie de la dette induite par ces engagements est :

- D'une part l'élimination de la valeur comptable des intérêts ne conférant pas le contrôle correspondant ;
- D'autre part, une diminution des capitaux propres part du Groupe : l'écart entre le prix d'exercice des options accordées et la valeur comptable des intérêts ne conférant pas le contrôle est présenté en diminution des « résultats accumulés ». Cette rubrique est ajustée à la fin de chaque période en fonction de l'évolution du prix d'exercice des options et de la valeur comptable des intérêts ne conférant pas le contrôle.

4) CONVERSION DES COMPTES EXPRIMÉS EN MONNAIES ÉTRANGÈRES :

Les bilans des sociétés dont la monnaie fonctionnelle n'est pas l'euro sont convertis en euro au taux de change de clôture et leurs comptes de résultat et flux de trésorerie au taux de change moyen de l'exercice. La différence de conversion en résultant est inscrite dans les capitaux propres au poste « Réserve de conversion ».

Les goodwill et ajustements de juste valeur provenant de l'acquisition d'une entité étrangère sont considérés comme des actifs et passifs de l'entité étrangère. Ils sont donc exprimés dans la devise fonctionnelle de l'entité et sont convertis au taux de clôture.

5) CONVERSION DES TRANSACTIONS LIBELLÉES EN MONNAIES ÉTRANGÈRES :

Les transactions libellées en devises sont converties au taux de change en vigueur au moment de la transaction. En fin d'exercice, les actifs et passifs monétaires libellés en devises sont convertis au taux de change de clôture. Les écarts de conversion en résultant sont inscrits en compte de résultat (en autres produits et charges financiers) à l'exception des écarts sur les emprunts en monnaie étrangère qui constituent une couverture d'un investissement net dans une entité étrangère. Ceux-ci sont directement imputés sur les capitaux propres jusqu'à la sortie de l'investissement net.

6) **IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES :**

Conformément à la norme IAS 16 « Immobilisations corporelles » et à la norme IAS 38 « Immobilisations incorporelles », seuls les éléments dont le coût peut être déterminé de façon fiable et pour lesquels il est probable que les avantages économiques futurs iront au groupe, sont comptabilisés en immobilisations.

En application d'IAS 38, les frais de développement sont activés s'ils respectent les 5 critères suivants :

- Coût individualisé et mesuré de manière fiable
- Faisabilité technique de fabrication de produit ou du procédé
- Intention de produire et commercialiser ou d'utiliser
- Existence d'un marché ou d'une utilisation interne générant des ressources
- Existence de ressources suffisantes pour mener à bien le projet (techniques et financières)

Conformément à la norme IAS 36 « Dépréciation d'actifs », lorsque des événements ou modifications d'environnement de marché indiquent un risque de perte de valeur des immobilisations incorporelles et corporelles, celles-ci font l'objet d'une revue détaillée afin de déterminer si leur valeur nette comptable est bien inférieure à leur valeur recouvrable. La valeur recouvrable est définie comme la plus élevée de la juste valeur (diminuée du coût de cession) et de la valeur d'utilité. La valeur d'utilité est déterminée par actualisation des flux de trésorerie futurs attendus de l'utilisation du bien et de sa cession. Dans le cas où le montant recouvrable serait inférieur à la valeur nette comptable, une perte de valeur est comptabilisée pour la différence entre ces deux montants. Les pertes de valeur relatives aux immobilisations corporelles et incorporelles à durée de vie définie peuvent être reprises ultérieurement si la valeur recouvrable redevient plus élevée que la valeur nette comptable (dans la limite de la dépréciation initialement comptabilisée).

Conformément à la norme IAS 37 « Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels », une provision pour remise en états des locaux loués est comptabilisée afin de tenir compte de ces coûts de sortie des locaux. En contrepartie, les remises en état des locaux sont activées en immobilisations corporelles et amorties sur la durée prévisionnelle d'utilisation de ces locaux.

Autres immobilisations incorporelles : Les éléments comptabilisés en immobilisations incorporelles sont principalement des logiciels. Ces derniers sont soit acquis ou créés, à usage interne. Les immobilisations incorporelles sont généralement amorties linéairement sur une durée de 3 ans au maximum.

Il n'existe pas d'immobilisations incorporelles pour lesquelles la durée de vie est considérée comme indéfinie. Toutes les immobilisations incorporelles (hors goodwill) sont amorties sur leur durée de vie estimée.

Immobilisations corporelles :

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût historique d'acquisition pour le groupe diminué des amortissements cumulés et des pertes de valeurs constatées. Les amortissements sont généralement pratiqués en fonction des durées normales d'utilisation suivantes :

| | |
|---------------------------------------|-------|
| Agencements, Installations techniques | 8 ans |
| Matériel de transport | 4 ans |
| Matériel de bureau et informatique | 5 ans |
| Mobilier | 8 ans |

Le mode d'amortissement utilisé par le groupe est le mode linéaire.

Les biens financés par un contrat de crédit-bail ou de location de longue durée, qui en substance transfèrent tous les risques et avantages liés à la propriété de l'actif au locataire, sont comptabilisés dans l'actif immobilisé.

Concernant les contrats de location, le groupe applique la norme IFRS 16 depuis le 1^{er} janvier 2019. Il est tenu compte de la valeur résiduelle dans le montant amortissable, quand celle-ci est jugée significative.

Les différentes composantes d'une immobilisation corporelle sont comptabilisées séparément lorsque leur durée de vie estimée et donc leur durée d'amortissement sont significativement différentes.

7) GOODWILLS :

Les goodwills représentent l'excédent du coût d'une acquisition sur la juste valeur de la quote-part du Groupe dans les actifs nets identifiables de la filiale à la date d'acquisition. Le goodwill se rapportant à l'acquisition d'entreprises associées est inclus dans les titres des participations.

Le groupe réexamine, une fois par an, la valeur des écarts d'acquisitions associés à ses UGT (Unité Génératrice de Trésorerie) (Unité Génératrices de Trésorerie). Le groupe s'assure que la valeur recouvrable des UGT testées excède la valeur nette comptable, incluant les écarts d'acquisition. La valeur recouvrable est déterminée comme la plus élevée entre la valeur d'utilité, déterminée par l'actualisation des flux de trésorerie futurs selon la méthode dite des DCF (discounted cash flows) et d'une valeur terminale. Les hypothèses retenues en termes de variation du chiffre d'affaires et de valeurs terminales sont raisonnables et conformes aux données de marché disponibles pour chacune des UGT ainsi qu'à leurs budgets validés par leurs comités de Direction.

Lors d'une prise de contrôle les intérêts ne conférant pas le contrôle sont comptabilisés soit à leur quote-part part dans la juste valeur des actifs et passifs de l'entité acquise soit à leur juste valeur. Dans ce dernier cas, l'écart d'acquisition est alors majoré de la part revenant à ces intérêts ne conférant pas le contrôle. Ce choix se fait de manière individuelle pour chaque opération d'acquisition.

Les dépréciations relatives aux goodwills ne sont pas réversibles.

8) ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS :

Ce poste comprend essentiellement des prêts, des dépôts de garantie et des titres de participation non consolidés. Les prêts sont comptabilisés au coût amorti.

Une dépréciation est constatée en résultat en cas de perte de valeur durable ou de risque de non-remboursement.

En application de la norme IFRS 9, les titres de participation non consolidés et les autres titres immobilisés sont évalués à la juste valeur en contrepartie du résultat à la date de clôture.

9) STOCKS :

Les stocks sont évalués au plus bas de leur coût de revient et de leur valeur nette de réalisation. Les coûts de revient sont généralement calculés selon la méthode du coût moyen pondéré. La valeur nette de réalisation représente le prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité, diminué des coûts attendus pour l'achèvement ou la réalisation de la vente.

10) CLIENTS ET AUTRES DÉBITEURS :

Les créances commerciales et autres créances sont comptabilisées à leur coût d'acquisition diminué des corrections de valeur.

11) TITRES D'AUTOCONTRÔLE :

Les titres d'autocontrôle sont enregistrés pour leur coût d'acquisition, en diminution des capitaux propres. Les résultats de cession de ces titres sont imputés directement dans les capitaux propres et ne contribuent pas au résultat de l'exercice.

12) PROVISIONS POUR PENSIONS, INDEMNITÉS DE FIN DE CARRIÈRE ET AUTRES AVANTAGES DU PERSONNEL :

En accord avec les lois et pratiques de chaque pays dans lequel il est implanté, le Groupe participe à des régimes de retraite.

Dans le cadre des régimes à cotisations définies, le Groupe n'a pas d'autres obligations que le paiement des cotisations.

Dans le cadre des régimes à prestations définies, le Groupe provisionne son obligation au titre des prestations de retraite définies pour ses salariés.

Régimes à cotisations définies : Pour les régimes de base et autres régimes à cotisations définies, le groupe comptabilise en charges les cotisations à payer lorsqu'elles sont dues et aucune provision n'est comptabilisée, le Groupe n'étant pas engagé au-delà des cotisations versées.

Régimes à prestations définies : Pour les régimes de retraite à prestations définies et les indemnités de cessation de service, les estimations des obligations du Groupe sont calculées annuellement, conformément à la norme IAS 19 – "Avantages du personnel", en utilisant la méthode des unités de crédit projetées.

Cette méthode prend en compte, sur la base d'hypothèses actuarielles, la probabilité de durée de service future du salarié, le niveau de rémunération futur, l'espérance de vie et la rotation du personnel. L'obligation est actualisée en utilisant un taux d'actualisation approprié pour chaque pays où sont situés les engagements. Elle est comptabilisée au prorata des années de service des salariés. Lorsque les prestations sont préfinancées au travers de fonds externes, les actifs détenus au travers de ces fonds sont évalués à leur juste valeur à la date de clôture de l'exercice.

Au compte de résultat sont reportés le coût des services rendus qui constate l'augmentation des obligations liée à l'acquisition d'une année d'ancienneté supplémentaire, les gains et pertes actuariels et la charge d'intérêt sur l'obligation qui traduit la désactualisation des obligations sont enregistrés en réserve. Le rendement long terme attendu des investissements des fonds de pensions est porté en déduction de ces charges. Les effets ayant un impact sur le résultat sont comptabilisés dans le résultat opérationnel courant hors l'impact de la désactualisation qui est inclus dans le résultat financier.

13) PROVISIONS POUR RESTRUCTURATION :

Le coût des actions de restructuration est intégralement provisionné dans l'exercice lorsqu'il résulte d'une obligation du groupe, vis-à-vis de tiers, ayant pour origine la décision prise par l'organe compétent et matérialisée avant la date de clôture par l'annonce de cette décision aux tiers concernés. Ce coût correspond essentiellement aux indemnités de licenciement, aux coûts des préavis non effectués et coûts de formation des personnes devant partir et aux autres coûts liés aux fermetures de sites.

Les montants provisionnés correspondant à des prévisions de décaissements futurs à effectuer dans le cadre des plans de restructuration sont évalués pour leur valeur actuelle lorsque l'échéancier des paiements est tel que l'effet de la valeur temps est jugé significatif. L'effet du passage du temps est comptabilisé en coût de financement.

14) PROVISIONS GARANTIE / RISQUES PROJETS :

Certains contrats de prestations de services au forfait sont assortis d'une période de garantie. L'évaluation du coût de la garantie est basée sur l'analyse des données historiques. Par ailleurs, une provision complémentaire est le cas échéant dotée pour couvrir :

- Des risques spécifiques de réalisation et de bonne fin sur certains projets,
- Des risques liés à l'utilisation de technologie émergente dans le cadre de contrats clients.

15) INSTRUMENTS HYBRIDES :

Certains instruments financiers contiennent à la fois une composante de passif financier et une composante de capitaux propres. C'est notamment le cas des obligations à bons de souscriptions et / ou d'acquisition d'actions. Les différentes composantes de ces instruments sont comptabilisées dans les capitaux propres et dans les passifs financiers pour leurs parts respectives, telles que définies dans la norme IAS 32 – "Instruments financiers : Présentation". La composante classée en passif financier est évaluée en date d'émission. Elle correspond à la valeur des flux futurs de trésorerie contractuels (incluant les coupons et le remboursement) actualisés au taux de marché (tenant compte du risque de crédit à l'émission) d'un instrument similaire présentant les mêmes conditions (maturité, flux de trésorerie) mais sans option de conversion ou de remboursement en actions. La composante classée en capitaux propres est évaluée par différence entre le montant de l'émission et la composante passif financier comme définie précédemment.

16) EMPRUNTS PORTANT INTÉRÊT :

Les emprunts portant intérêts sont comptabilisés à leur valeur nominale d'origine, diminuée des coûts de transaction directement imputables. Ils sont ensuite comptabilisés au coût amorti. La différence entre le coût amorti et la valeur de remboursement est reprise en résultat en fonction de leur taux d'intérêt effectif sur la durée des emprunts.

17) IMPÔTS DIFFÉRÉS :

Des impôts différés sont calculés sur toutes les différences temporelles entre la base imposable et la valeur en consolidation des actifs et passifs. Celles-ci comprennent notamment l'élimination des écritures constatées dans les comptes individuels des filiales en application des options fiscales dérogatoires. La règle du report variable est appliquée et les effets des modifications des taux d'imposition sont inscrits dans les capitaux propres ou dans le résultat de l'exercice au cours duquel le changement de taux est décidé.

Des actifs d'impôts différés sont inscrits au bilan dans la mesure où il est plus probable qu'improbable qu'ils soient récupérés au cours des années ultérieures. Les actifs et passifs d'impôt différé ne sont pas actualisés.

Pour apprécier la capacité du groupe à récupérer ces actifs, il est notamment tenu compte des éléments suivants :

- Prévisions de résultats fiscaux futurs ;
- Part des charges exceptionnelles ne devant pas se renouveler à l'avenir incluse dans les pertes passées ;
- Historique des résultats fiscaux des années précédentes.

Le Groupe compense les actifs et les passifs d'impôt différé si l'entité possède un droit légal de compenser les impôts courants actifs et passifs et si les actifs et passifs d'impôt différé relèvent de la même autorité fiscale.

18) CHIFFRE D'AFFAIRES :

Les revenus sont constitués par les ventes de marchandises, les ventes de services produits dans le cadre des activités principales du groupe et les produits des licences (nets de T.V.A.). Le chiffre d'affaires est reconnu, conformément à la norme IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients », au moment où le Groupe transfère le contrôle des produits ou service à ses clients soit à une date donnée dans le temps, soit en continu. Le contrôle d'un actif s'entend de la capacité de décider de l'utilisation de celui-ci et d'en tirer la quasi-totalité des avantages résiduels. Ils sont évalués à un montant qui reflète la contrepartie à laquelle le Groupe s'attend à avoir droit en échange du transfert de biens ou de services à un client.

En général, le chiffre d'affaires relatif à la vente de biens et d'équipements est comptabilisé lorsqu'il existe un accord formel avec le client, que la livraison est intervenue, que le montant du revenu peut être mesuré de façon fiable et qu'il est probable que les avantages économiques associés à cette transaction reviendront au groupe.

Pour le chiffre d'affaires relatif aux licences, ventes ou autres revenus associés à des logiciels, le groupe reconnaît le revenu en général à la livraison du logiciel. Pour les transactions impliquant des prestations de services, le groupe reconnaît des revenus sur la période au cours de laquelle les services sont rendus à l'avancement.

Pour les transactions ne comprenant que des services, des prestations de formation ou de conseils, le chiffre d'affaires n'est comptabilisé que lorsque les services sont rendus et selon la méthode d'avancement des coûts car le client reçoit et consomme de façon continue les avantages des services ou prestations.

Les revenus relatifs à de la maintenance, y compris le support client postérieurement à un contrat, sont différés et reconnus au prorata du temps écoulé sur la période contractuelle de service.

Le groupe réalise une analyse du revenu selon IFRS 15 en fonction des différentes catégories de chiffre d'affaires.

Lorsque le Groupe revend des logiciels et des équipements informatiques achetés auprès de fournisseurs externes, il mène une analyse de la nature de sa relation avec ses clients pour déterminer s'il agit comme un principal ou comme un agent dans la livraison des biens et services. Le Groupe agit comme un principal s'il contrôle le bien ou le service avant son transfert au client. Dans ce cas, le chiffre d'affaires est reconnu sur une base brute. Lorsque le Groupe agit en tant qu'agent, le chiffre d'affaires est reconnu sur une base nette (net des facturations des fournisseurs) correspondant à la rémunération ou commission du Groupe en tant qu'agent. Dans ce cas, le Groupe n'a pas la responsabilité première de l'exécution du contrat, n'a ni le risque de stock, ni la maîtrise des prix et n'a pas d'apport technologique à la solution vendue.

Le Groupe est amené à signer des contrats de services à éléments multiples, pouvant correspondre à une combinaison de différents biens et/ou services. Lorsque ces activités transfèrent au client le contrôle d'un service ou d'un bien distinct dont le client peut bénéficier indépendamment des services récurrents, elles sont traitées comme des obligations de performance distinctes et le chiffre d'affaires est reconnu de manière séparée pour chacun des éléments selon sa nature.

Lorsqu'un contrat contient plusieurs obligations de performance, le prix est alloué à chacune d'elles soit sur la base de son prix de vente individuel, soit sur la base du coût de revient majoré.

19) RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT ET RÉSULTAT OPÉRATIONNEL :

Le Résultat Opérationnel Courant est représenté par l'écart entre le chiffre d'affaires et les charges d'exploitation. Celles-ci sont égales aux coûts des services rendus (charges nécessaires à la réalisation des projets), aux charges commerciales, aux charges administratives et générales. Sont notamment compris les coûts des pensions et retraites, la participation des salariés, les rémunérations payées en actions (plans de souscription d'actions) et les résultats sur cession des immobilisations incorporelles et corporelles. Le résultat opérationnel incorpore en plus les coûts de restructuration, les dépréciations d'actifs (y compris sur les goodwill) et les profits de dilution.

La notion de résultat de l'activité opérationnelle s'apprécie avant les produits et charges financiers et notamment le coût de financement et les résultats sur cession des actifs financiers et les charges d'impôt sur les bénéfices.

20) COÛT DE FINANCEMENT :

Il inclut les charges et produits d'intérêts sur les dettes financières (y compris dettes sur contrat de location financement) et la trésorerie totale (trésorerie, équivalents de trésorerie et valeurs mobilières de placement).

21) TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE :

Conformément à la norme IAS 7 « Tableau des flux de trésorerie », la trésorerie figurant dans le tableau des flux de trésorerie consolidés, comprend les disponibilités ainsi que les placements à court terme, très liquides, facilement convertibles en un montant connu de liquidité et qui sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur. Les placements dans des actions cotées, les placements à plus de trois mois sans possibilité de sortie anticipée ainsi que les comptes bancaires faisant l'objet de restrictions sont exclus de la trésorerie du tableau des flux de trésorerie. Conformément à la norme IFRS 9 « Instruments financiers », les valeurs mobilières de placement sont évaluées à leur juste valeur par le compte de résultat. Aucun placement n'est analysé comme étant détenu jusqu'à l'échéance. Pour les placements considérés comme détenus à des fins de transaction, les variations de juste valeur sont comptabilisées systématiquement en résultat.

Pour les besoins du tableau des flux de trésorerie, les découverts bancaires sont présentés en net de la trésorerie et équivalents de trésorerie.

22) DROITS D'UTILISATION

Le groupe évalue si un contrat est un contrat de location ou contient un contrat de location à la date d'entrée en vigueur du contrat.

Les contrats de location sont reconnus à l'actif comme un droit d'utilisation et au passif comme une dette (obligation locatives). Chaque paiement de loyer est réparti entre la dette et le coût financier. Le coût financier est imputé au résultat au cours de la période de location de façon à produire un taux d'intérêt périodique constant sur le solde restant du passif pour chaque période.

L'actif « Droits d'utilisation » relatif aux contrats de location comprend initialement le montant de l'obligation locative. Concernant les locations de véhicules, le groupe recherche la composante locative des composantes non locatives. Les composantes non locatives sont comptabilisées selon leur nature en charges. Le droit d'utilisation relatif aux contrats de location est amorti sur la durée de la location, sauf pour les contrats de location qui comprennent pour une option d'achat qu'il est raisonnablement certain que le groupe va exercer, dans ce cas la durée d'amortissement retenue pour le droit d'utilisation est la durée de vie du bien.

Les actifs et les passifs issus du contrat de location sont initialement mesurés sur la base de la valeur actualisée. Les passifs de location comprennent la valeur actualisée nette des paiements de location. Les paiements au titre des contrats de location peuvent notamment inclure des paiements fixes ou variables qui dépendent d'un taux ou indice connu au début du contrat. La durée retenue pour le calcul de la dette de loyers correspond en général à la durée ferme du contrat sauf si une intention de renouveler ou de résilier le contrat est raisonnablement certaine.

Les paiements de loyers sont actualisés en utilisant le taux d'emprunt marginal du preneur. Ce dernier représente le taux que le preneur devrait payer pour emprunter les fonds nécessaires pour obtenir un actif de valeur similaire dans un environnement économique similaire avec des conditions similaires. Ces taux d'actualisation ont été déterminés par pays, selon la nature du sous-jacent (bureaux, voiture) et en tenant compte des durées de vie des contrats.

Les paiements associés aux locations à court terme et à la location d'actifs dont le bien sous-jacents est de faible valeur sont comptabilisés selon la méthode linéaire comme une charge. Les locations à court terme sont des locations d'une durée de 12 mois ou moins. Les biens de faible valeur comprennent l'équipement informatique et les petits meubles de bureau dont la valeur est inférieure à \$5000.

Le groupe a recours à trois natures de contrats de locations :

- Contrats de location immobiliers : Le groupe loue des bureaux. Les conditions sont négociées au cas par cas et contiennent des modalités différentes. Les contrats de location sont conclus pour une durée généralement comprise entre 2 et 9 ans.
- Contrat de location de véhicules : Le groupe loue des véhicules. Les contrats de location sont conclus pour une durée généralement comprise entre 2 et 4 ans.
- Contrats de location de matériel informatique : Le groupe loue également quelques équipements informatiques (ordinateurs, imprimantes). Les contrats de location sont conclus pour une durée généralement comprise entre 3 et 6 ans.

23) OPTIONS DE SOUSCRIPTION OU D'ACHAT D' ACTIONS :

Conformément aux prescriptions de la norme IFRS 2 « Paiement fondé sur des actions », les options de souscription ou d'achat d'actions attribuées aux salariés et aux cadres dirigeants ainsi que les actions gratuites sont comptabilisées dans les états financiers selon les modalités suivantes :

- I. La juste valeur des options et des actions gratuites attribuées, estimée correspondre à la juste valeur des services rendus par les employés en contrepartie des options reçues, est déterminée à la date d'attribution. Cette valeur est comptabilisée en augmentation du poste « Autres réserves » par le débit d'un compte de résultat « Rémunérations payées en actions » sur la période d'acquisition des droits d'exercice. Cette comptabilisation n'est pas linéaire mais dépend des conditions d'acquisition des droits spécifiques à chaque plan.
- II. La juste valeur des actions gratuites attribuées a été déterminée sur la base du cours de bourse pour celles de l'émetteur ou sur la base d'hypothèses déterminées par la Direction pour les autres sociétés du groupe. Les évolutions de valeur postérieures à la date d'octroi sont sans incidence sur cette évaluation initiale.
- III. Ce modèle tient compte des caractéristiques du plan (prix d'exercice, période d'exercice), des données de marché lors de l'attribution (taux sans risque, cours de l'action, volatilité, dividendes attendus) et d'une hypothèse comportementale des bénéficiaires.
- IV. La juste valeur des options a été déterminée en tenant compte des caractéristiques contractuelles de celles-ci (prix d'exercice, période d'exercice), des hypothèses de rentabilité des sous-jacents lors de l'exercice et d'une hypothèse comportementale des bénéficiaires.

Conformément à IFRS 2, les options de souscription d'actions octroyées en contrepartie du contrôle d'une entreprise dans le cadre d'un regroupement d'entreprise sont couvertes par la norme IFRS 3 « Regroupement d'entreprises ». Aucune charge relative à ces plans n'est enregistrée.

24) SECTEURS OPÉRATIONNELS :

Un secteur opérationnel est une composante distincte du Groupe :

- I. Qui se livre à des activités à partir desquelles elle est susceptible d'acquérir des produits des activités ordinaires et d'encourir des charges
- II. Dont les résultats opérationnels sont régulièrement examinés par le Principal Décideur Opérationnel du Groupe en vue de prendre des décisions en matière de ressources à affecter au secteur et à évaluer sa performance, et
- III. Pour laquelle des informations financières isolées sont disponibles.

Conformément à IFRS 8 « Secteurs opérationnels », l'information par secteur opérationnel est dérivée de l'organisation interne des activités du Groupe Keyrus. Les secteurs, déterminés en conformité avec la norme IFRS 8, sont l'activité Grands Comptes (GC) et l'activité Mid Market (MM).

Les actifs sectoriels sont les actifs opérationnels utilisés par un secteur dans le cadre de ses activités opérationnelles. Ils comprennent les goodwill affectables, les immobilisations incorporelles et corporelles, ainsi que les actifs courants utilisés dans les activités opérationnelles. Ils n'incluent pas les impôts différés actifs et les actifs financiers non courants. Ces actifs sont portés dans la ligne « non affectés ».

25) RÉSULTAT PAR ACTION :

Le résultat par action avant dilution est obtenu en divisant le résultat net part du Groupe par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice, à l'exclusion du nombre moyen des actions ordinaires achetées et détenues à titre d'autocontrôle.

Le résultat dilué par action est calculé en retenant l'ensemble des instruments donnant un accès différé au capital de la société consolidante, qu'ils soient émis par celle-ci ou par ses filiales. La dilution est

déterminée instrument par instrument, compte tenu des conditions existant à la date de clôture et en excluant les instruments anti-dilutifs.

Lorsque les fonds sont recueillis lors de l'exercice des droits (cas des options), ils sont supposés être affectés en priorité au rachat d'actions au prix du marché et ce uniquement si celui-ci est supérieur au prix d'exercice du droit.

Dans les deux cas, les fonds sont pris en compte prorata temporis lors de l'année d'émission des instruments dilutifs et au premier jour les années suivantes.

26) POLITIQUE DE GESTION DES RISQUES FINANCIERS :

En matière de risque de change la majeure partie du chiffre d'affaires du groupe est réalisé en euro. Toutefois, un contrat significatif est réalisé au Brésil pour être facturé en dollars US. Dans ce contexte la société a contracté une couverture de change euro/real sous la forme de contrats SWAP mensuels.

En ce qui concerne le risque de taux, la dette financière est principalement à taux variable. La situation de taux directeurs particulière avec un Euribor 3 mois négatif renchérit le coût de couverture. Dans le contexte la société n'a pas contracté de couverture de taux mais entretient une veille active sur les conditions de couverture.

27) ENGAGEMENTS DE RACHATS DE MINORITAIRES :

Lors de ses opérations de croissance externe, le Groupe peut être amené à consentir une option de vente de titres à un minoritaire ou « Put sur Intérêts minoritaires ». Chaque contrat présente des caractéristiques qui lui sont spécifiques mais, le put entraîne toujours l'obligation pour le Groupe d'acheter les titres détenus par le minoritaire à un prix d'exercice spécifié (fixe ou variable) et à une date future (ou sur une période spécifiée) si le minoritaire exerce son option de vente.

A la date d'octroi, le Groupe considère que les intérêts minoritaires, classés en capitaux propres avant la vente du put, ne répondent plus à la définition d'un instrument de capitaux propres selon IAS 32 puisqu'ils deviennent remboursables en trésorerie par l'effet du put. Par conséquent, à cette date, le Groupe comptabilise une dette évaluée à la valeur actuelle la plus probable du prix d'exercice de l'option de vente en déduction des Intérêts minoritaires, à hauteur de la valeur consolidée des titres objet du put sur intérêts minoritaires ; et pour le solde, en déduction des Capitaux propres - Part du groupe.

Lors des clôtures suivantes, le Groupe réévalue la dette de Put. Les variations ultérieures de cette dette sont comptabilisées en fonction de leur nature :

- L'effet de la désactualisation est comptabilisé en charges financières ;
- Le changement de la valeur estimée du prix d'exercice est comptabilisé intégralement en Capitaux propres - Part du groupe.

Note 2. – Evènements postérieurs à la clôture

Ceux-ci sont présentés en page 4 du présent Rapport Financier.

Note 3. – Principales sources d'incertitudes relatives aux estimations

L'établissement des états financiers consolidés préparés conformément aux normes internationales d'information financière (IFRS) implique que le Groupe procède à un certain nombre d'estimations et retienne certaines hypothèses qui affectent le montant des actifs –particulièrement les goodwill, les impôts différés actifs et passifs, les notes sur les actifs et passifs potentiels à la date d'arrêt, ainsi que les produits et charges enregistrés sur la période.

Des changements de faits et circonstances peuvent amener le Groupe à revoir ces estimations.

La direction de la société procède à ces estimations et appréciations de façon continue sur la base de son expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables qui constituent le fondement de ces appréciations. Les montants qui figureront dans les futurs états financiers sont susceptibles de différer des estimations présentes en fonction de l'évolution de ces hypothèses ou de conditions différentes.

Les principales estimations faites par la Direction pour l'établissement des états financiers concernent la valorisation et les durées d'utilité des actifs opérationnels, corporels, incorporels, le montant des provisions pour risques et autres provisions liées à l'activité, l'évaluation des compléments de prix et des engagements de rachat de minoritaires, l'évaluation des impôts différés actifs comptabilisés ainsi que des hypothèses retenues pour le calcul des obligations liées aux avantages du personnel.

Ainsi, les comptes consolidés ont été établis en tenant compte du contexte économique actuel, et sur la base de paramètres financiers de marché disponibles à la date de clôture. En ce qui concerne les actifs à plus long terme, tels que les actifs incorporels et les écarts d'acquisition, la valeur de ces actifs est appréciée à chaque exercice sur la base de perspectives économiques à long terme et sur la base de la meilleure appréciation de la Direction du Groupe relativement aux flux futurs de trésorerie.

Note 4. –Faits marquants de l'exercice et évolution du périmètre de consolidation

1. Faits marquants de l'exercice

Malgré le contexte économique compliqué qui pèse sur la marge des activités Grands Comptes, les investissements se sont accélérés sur les offres innovantes d'IA et en particulier d'IA générative. Keyrus met en avant une proposition de valeur unique sur ces expertises qui seront des axes d'investissements prioritaires des grands comptes lorsque l'activité reprendra.

Du côté des activités Mid Market, les investissements se poursuivent sur les offres de solutions propres ainsi que sur les offres de services récurrentes. Même si le chiffre d'affaires est en forte progression, la prise de commandes ralentit sur Q2.

2. Evolutions de périmètre

Il n'y a pas eu de prises de participation dans une nouvelle entité au cours du premier semestre. Seuls des compléments de prix et le rachat de minoritaires constituent les investissements de croissance externe du semestre. Ceux-ci s'élèvent à 0,9M€ au premier semestre 2024.

Les principales modifications intervenues au cours du premier semestre 2023 au sein du périmètre de consolidation sont décrites page 4 du ce rapport à laquelle nous vous renvoyons.

Le périmètre de consolidation au 30 juin 2024 comprend les sociétés suivantes :

Zone Europe

| Nom des sociétés au 30/06/2024 | Ville | Date de clôture des comptes sociaux | % d'intérêt | % de contrôle | Méthode de consolidation | Période de consolidation |
|---------------------------------|----------------------------|-------------------------------------|----------------------|---------------|--------------------------|--------------------------|
| KEYRUS SA | Paris | 31 décembre | Société consolidante | | IG | - |
| FRANCE | Ville | Date de clôture des comptes sociaux | % d'intérêt | % de contrôle | Méthode de consolidation | Période de consolidation |
| Keyrus Management | Paris | 31 décembre | 93% | 93% | IG | 01/01/2024 - 30/06/2024 |
| Kadris Group | Paris | 31 décembre | 100% | 100% | IG | 01/01/2024 - 30/06/2024 |
| Kadris Consultants | Paris | 31 décembre | 100% | 100% | IG | 01/01/2024 - 30/06/2024 |
| Keyrus Life Science Innovation | Paris | 31 décembre | 100% | 100% | IG | 01/01/2024 - 30/06/2024 |
| Younicorns | Paris | 31 décembre | 53% | 53% | IG | 01/01/2024 - 30/06/2024 |
| Equinoxes France | Paris | 31 décembre | 100% | 100% | IG | 01/01/2024 - 30/06/2024 |
| Opsky | Paris | 31 décembre | 76% | 76% | IG | 01/01/2024 - 30/06/2024 |
| Xiomega Consulting | Villeurbanne | 31 décembre | 100% | 100% | IG | 01/01/2024 - 30/06/2024 |
| Lynx Partners | Paris | 31 décembre | 98% | 98% | IG | 01/01/2024 - 30/06/2024 |
| Financière MyBCG | Paris | 31 décembre | 98% | 98% | IG | 01/01/2024 - 30/06/2024 |
| Mozzaik365 | Paris | 31 décembre | 30% | 30% | MEE | 01/01/2024 - 30/06/2024 |
| B&C Technologie Holding | Paris | 31 décembre | 25% | 25% | MEE | 01/01/2024 - 30/06/2024 |
| CMG Consulting Group | Paris | 30 avril | 83% | 83% | IG | 01/01/2024 - 30/06/2024 |
| CMG Conseil | Paris | 31 décembre | 83% | 100% | IG | 01/01/2024 - 30/06/2024 |
| CMG Advisory | Paris | 31 décembre | 83% | 100% | IG | 01/01/2024 - 30/06/2024 |
| AMO Conseil | Paris | 31 décembre | 83% | 100% | IG | 01/01/2024 - 30/06/2024 |
| Wave Holding | Paris | 31 décembre | 57% | 57% | IG | 01/01/2024 - 30/06/2024 |
| Kernel 42 | Paris | 31 décembre | 60% | 60% | IG | 01/01/2024 - 30/06/2024 |
| Le Club Civitime | Paris | 31 décembre | 100% | 100% | IG | 01/01/2024 - 30/06/2024 |
| Eridanis | Paris | 31 décembre | 100% | 100% | IG | 01/01/2024 - 30/06/2024 |
| Codeby Europe | Paris | 31 décembre | 51% | 100% | IG | 01/01/2024 - 30/06/2024 |
| Absys Cyborg | Issy Les Moulineaux | 31 décembre | 100% | 100% | IG | 01/01/2024 - 30/06/2024 |
| Iprogest | Asnières | 31 décembre | 100% | 100% | IG | 01/01/2024 - 30/06/2024 |
| Idoowa | Issy Les Moulineaux | 31 décembre | 100% | 100% | IG | 01/01/2024 - 30/06/2024 |
| Les Editions Compagnons | Issy Les Moulineaux | 31 décembre | 100% | 100% | IG | 01/01/2024 - 30/06/2024 |
| BENELUX | Ville | Date de clôture des comptes sociaux | % d'intérêt | % de contrôle | Méthode de consolidation | Période de consolidation |
| Keyrus Life Science SA | Waterloo - Belgique | 31 décembre | 100% | 100% | IG | 01/01/2024 - 30/06/2024 |
| Keyrus GEP SRL | Waterloo - Belgique | 31 décembre | 84% | 90% | IG | 01/01/2024 - 30/06/2024 |
| Keyrus EPM ROW | Waterloo - Belgique | 31 décembre | 84% | 100% | IG | 01/01/2024 - 30/06/2024 |
| Keyrus NV | Strombeek-Bever - Belgique | 31 décembre | 100% | 100% | IG | 01/01/2024 - 30/06/2024 |
| Keyrus Management NV | Strombeek-Bever - Belgique | 31 décembre | 100% | 100% | IG | 01/01/2024 - 30/06/2024 |
| Keyrus Luxembourg SA | Luxembourg | 31 décembre | 100% | 100% | IG | 01/01/2024 - 30/06/2024 |
| Absys Cyborg SPRL | Waterloo - Belgique | 31 décembre | 100% | 100% | IG | 01/01/2024 - 30/06/2024 |
| Sonum International Holding BV | La Haye - Pays-Bas | 31 décembre | 51% | 60% | IG | 01/01/2024 - 30/06/2024 |
| Sonum International Ventures BV | La Haye - Pays-Bas | 31 décembre | 84% | 100% | IG | 01/01/2024 - 30/06/2024 |
| Sonum Iberia Holding BV | La Haye - Pays-Bas | 31 décembre | 51% | 72% | IG | 01/01/2024 - 30/06/2024 |
| Sonum BV | La Haye - Pays-Bas | 31 décembre | 51% | 72% | IG | 01/01/2024 - 30/06/2024 |
| EUROPE | Ville | Date de clôture des comptes sociaux | % d'intérêt | % de contrôle | Méthode de consolidation | Période de consolidation |
| Keyrus Group Limited | Londres - RU | 31 décembre | 100% | 100% | IG | 01/01/2024 - 30/06/2024 |
| Keyrus UK Ltd | Londres - RU | 31 décembre | 100% | 100% | IG | 01/01/2024 - 30/06/2024 |
| Keyrus Spain S.L. | Madrid - Espagne | 31 décembre | 100% | 100% | IG | 01/01/2024 - 30/06/2024 |
| Sonum Iberia SL | Madrid - Espagne | 31 décembre | 51% | 100% | IG | 01/01/2024 - 30/06/2024 |
| Keyrus Consultadoria Portugal | Lisbonne - Portugal | 31 décembre | 100% | 100% | IG | 01/01/2024 - 30/06/2024 |
| Axco Portugal | Porto - Portugal | 31 décembre | 70% | 100% | IG | 01/01/2024 - 30/06/2024 |
| Sonum Portugal Lda | Lisbonne - Portugal | 31 décembre | 51% | 64% | IG | 01/01/2024 - 30/06/2024 |
| Sonum Poland Sp.z.o.o. | Varsovie - Pologne | 31 décembre | 51% | 64% | IG | 01/01/2024 - 30/06/2024 |
| Sonum Nordics SIA | Riga - Lettonie | 31 décembre | 51% | 80% | IG | 01/01/2024 - 30/06/2024 |
| Sonum Finland OY | Oulu - Finlande | 31 décembre | 51% | 80% | IG | 01/01/2024 - 30/06/2024 |
| Keyrus (International) SA | Genève - Suisse | 31 décembre | 100% | 100% | IG | 01/01/2024 - 30/06/2024 |
| MDEF SARL | Val de Travers - Suisse | 31 décembre | 100% | 100% | IG | 01/01/2024 - 30/06/2024 |

Autres Zones

| Nom des sociétés au 30/06/2024 | Ville | Date de clôture des comptes sociaux | % d'intérêt | % de contrôle | Méthode de consolidation | Période de consolidation |
|---|-----------------------------|-------------------------------------|----------------------|---------------|--------------------------|--------------------------|
| KEYRUS SA | Paris | 31 décembre | Société consolidante | | IG | - |
| AFRIQUE | Ville | Date de clôture des comptes sociaux | % d'intérêt | % de contrôle | Méthode de consolidation | Période de consolidation |
| Equinoxes SA | Tunis - Tunisie | 31 décembre | 100% | 100% | IG | 01/01/2024 - 30/06/2024 |
| Keyrus Tunisie SARL | Tunis - Tunisie | 31 décembre | 68% | 68% | IG | 01/01/2024 - 30/06/2024 |
| Keyrus Biopharma Tunisie | Tunis - Tunisie | 31 décembre | 90% | 90% | IG | 01/01/2024 - 30/06/2024 |
| Digital 2K | Tunis - Tunisie | 31 décembre | 98% | 98% | IG | 01/01/2024 - 30/06/2024 |
| Keyrus Data SA | Casablanca - Maroc | 31 décembre | 60% | 60% | IG | 01/01/2024 - 30/06/2024 |
| Keyrus Rwanda | Kigali - Rwanda | 31 décembre | 51% | 60% | IG | 01/01/2024 - 30/06/2024 |
| Keyrus (Mauritius) Ltd. | Quatre Bornes - Ile Maurice | 31 décembre | 100% | 100% | IG | 01/01/2024 - 30/06/2024 |
| MOYEN-ORIENT | Ville | Date de clôture des comptes sociaux | % d'intérêt | % de contrôle | Méthode de consolidation | Période de consolidation |
| Keyrus (Israël) Ltd. | Tel Aviv - Israël | 31 décembre | 100% | 100% | IG | 01/01/2024 - 30/06/2024 |
| Vision BI Ltd. | Tel Aviv - Israël | 31 décembre | 51% | 51% | IG | 01/01/2024 - 30/06/2024 |
| KME Holdings Ltd. | Abu Dhabi - EAU | | 100% | 100% | IG | 01/01/2024 - 30/06/2024 |
| Axon Technologies FZ-LLC | Dubaï - EAU | | 40% | 40% | MEE | 01/01/2024 - 30/06/2024 |
| Keyrus Middle East DMCC | Dubaï - EAU | 31 décembre | 100% | 100% | IG | 01/01/2024 - 30/06/2024 |
| Keyrus Middle East Software Trading LLC | Dubaï - EAU | 31 décembre | 100% | 100% | IG | 01/01/2024 - 30/06/2024 |
| AMERIQUE DU NORD | Ville | Date de clôture des comptes sociaux | % d'intérêt | % de contrôle | Méthode de consolidation | Période de consolidation |
| Keyrus Canada Inc. | Montréal - Canada | 31 décembre | 100% | 100% | IG | 01/01/2024 - 30/06/2024 |
| Keyrus Talents Inc. | Montréal - Canada | 31 décembre | 100% | 100% | IG | 01/01/2024 - 30/06/2024 |
| Medqualis Inc. | Montréal - Canada | 31 décembre | 78% | 78% | IG | 01/01/2024 - 30/06/2024 |
| Keyrus USA Inc. | New York - USA | 31 décembre | 100% | 100% | IG | 01/01/2024 - 30/06/2024 |
| Impetus LLC | New York - USA | 31 décembre | 84% | 100% | IG | 01/01/2024 - 30/06/2024 |
| ICG Holdings | New York - USA | | 57% | 68% | IG | 01/01/2024 - 30/06/2024 |
| K-GEP US Inc | New York - USA | | 84% | 100% | IG | 01/01/2024 - 30/06/2024 |
| Staunch Technologies | New York - USA | 31 décembre | 65% | 65% | IG | 01/01/2024 - 30/06/2024 |
| Keyrus Life Science Inc. | New York - USA | 31 décembre | 100% | 100% | IG | 01/01/2024 - 30/06/2024 |
| Bigo USA Inc | Chicago - USA | 31 décembre | 51% | 51% | IG | 01/01/2024 - 30/06/2024 |
| AMERIQUE LATINE | Ville | Date de clôture des comptes sociaux | % d'intérêt | % de contrôle | Méthode de consolidation | Période de consolidation |
| Keyrus Brazil (Servicos de Informatica) | Sao Paulo - Brésil | 31 décembre | 100% | 100% | IG | 01/01/2024 - 30/06/2024 |
| Keyrus Colombia S.A.S | Bogota - Colombie | 31 décembre | 100% | 100% | IG | 01/01/2024 - 30/06/2024 |
| PartnersByu Participacoes Ltda. | Sao Paulo - Brésil | 31 décembre | 51% | 51% | IG | 01/01/2024 - 30/06/2024 |
| Ecomfy Tecnologia Ltda. | Sao Paulo - Brésil | 31 décembre | 51% | 100% | IG | 01/01/2024 - 30/06/2024 |
| IT Performa SAS | Bogota - Colombie | 31 décembre | 59% | 59% | IG | 01/01/2024 - 30/06/2024 |
| IT Performa SAC | Lima - Pérou | 31 décembre | 51% | 51% | IG | 01/01/2024 - 30/06/2024 |
| Bigo Consulting SA de CV | Guadalajara - Mexique | 31 décembre | 51% | 51% | IG | 01/01/2024 - 30/06/2024 |
| ASIE | Ville | Date de clôture des comptes sociaux | % d'intérêt | % de contrôle | Méthode de consolidation | Période de consolidation |
| Keyrus Singapore PTE.Ltd. | Singapour | 31 décembre | 100% | 100% | IG | 01/01/2024 - 30/06/2024 |
| Keyson EPM Asia Pte Ltd. | Singapour | 31 décembre | 61% | 72% | IG | 01/01/2024 - 30/06/2024 |
| Keyrus Limited | Hong Kong | 31 décembre | 70% | 70% | IG | 01/01/2024 - 30/06/2024 |
| Keyrus China | Shanghai - Chine | 31 décembre | 70% | 100% | IG | 01/01/2024 - 30/06/2024 |
| Keyrus Vietnam | Ho Chi Minh City - Vietnam | 31 décembre | 100% | 100% | IG | 01/01/2024 - 30/06/2024 |

Note 5. – Information par secteurs opérationnels et par zone géographique.

Conformément à IFRS 8, Secteurs opérationnels, l'information présentée ci-après pour chaque secteur opérationnel est identique à celle présentée au Principal Décideur Opérationnel du Groupe (le Président-Directeur Général) aux fins de prise de décision concernant l'affectation de ressources au secteur et d'évaluation de sa performance.

Le Groupe est organisé autour de deux secteurs opérationnels : Grands Comptes (GC) et Mid Market (MM).

La Direction mesure la performance de chaque segment sur la base :

- Du « résultat opérationnel » tel que défini en note 1 §20. La performance en matière de financement et de trésorerie (incluant l'incidence des charges et produits financiers), et la fiscalité sur le résultat, sont suivies au niveau du Groupe, et ne sont pas allouées aux secteurs.
- Des actifs sectoriels (définis comme la somme des goodwill, des immobilisations incorporelles et corporelles, des participations dans des entreprises associées, des clients et des autres créances).

Les données par segment suivent les mêmes règles comptables que celles utilisées par le Groupe pour établir ces états financiers consolidés et décrites dans les notes aux états financiers.

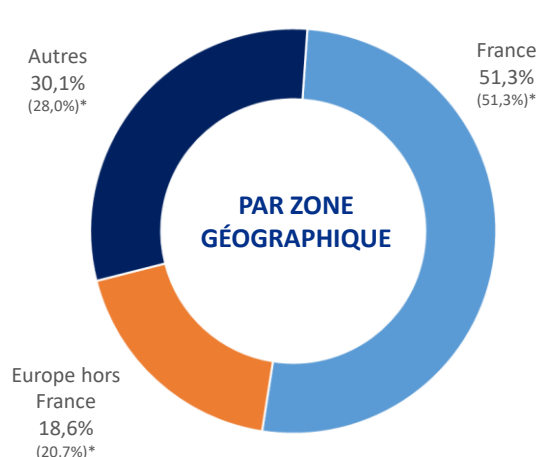
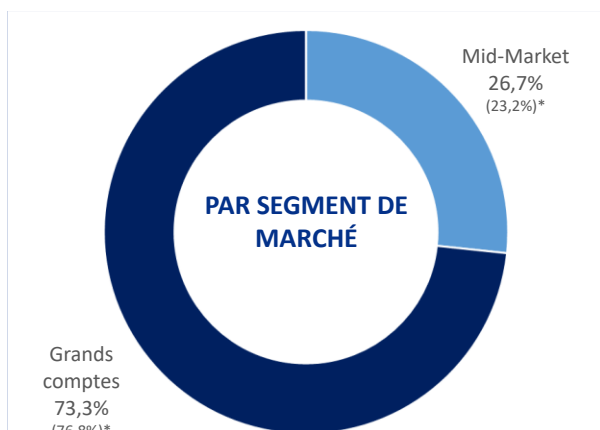
Toutes les relations commerciales inter-segment sont établies sur une base de marché, à des termes et des conditions similaires à ceux prévalant pour des fournitures de biens et services à des tiers externes au Groupe. Les tableaux ci-dessous déclinent les informations pour les segments d'activité des Grands Comptes et du Mid Market.

| en Milliers € | 30/06/2024 | | | 30/06/2023 | | | 31/12/2023 | | |
|--|----------------|---------------|---------|----------------|---------------|---------|----------------|---------------|---------|
| | Grands Comptes | Middle Market | Total | Grands Comptes | Middle Market | Total | Grands Comptes | Middle Market | Total |
| Produits | | | | | | | | | |
| Ventes externes | 130 623 | 47 513 | 178 137 | 143 510 | 43 248 | 186 758 | 284 260 | 86 079 | 370 339 |
| Ventes inter- activité | | | | | | | | | |
| Total produits des opérations | 130 623 | 47 513 | 178 137 | 143 510 | 43 248 | 186 758 | 284 260 | 86 079 | 370 339 |
| Résultat Opérationnel Courant | 1 510 | 3 033 | 4 543 | 4 291 | 3 629 | 7 921 | 11 324 | 6 358 | 17 682 |
| Autres produits et charges opérationnels | -1 405 | -185 | -1 591 | -1 471 | -261 | -1 732 | -3 794 | -595 | -4 388 |
| Résultat Opérationnel | 105 | 2 848 | 2 952 | 2 820 | 3 368 | 6 189 | 7 530 | 5 763 | 13 293 |

| en Milliers € | 30/06/2024 | | | | 30/06/2023 | | | | 31/12/2023 | | | |
|------------------------------------|----------------|---------------|----------------------------|---------|----------------|---------------|----------------------------|---------|----------------|---------------|----------------------------|---------|
| | Grands Comptes | Middle Market | Eliminations inter-secteur | Total | Grands Comptes | Middle Market | Eliminations inter-secteur | Total | Grands Comptes | Middle Market | Eliminations inter-secteur | Total |
| Bilan : | | | | | | | | | | | | |
| Actifs | | | | | | | | | | | | |
| Goodwills | 77 414 | 16 528 | | 93 943 | 77 312 | 16 528 | | 93 840 | 77 445 | 16 528 | | 93 974 |
| Immobilisations nettes | 14 351 | 6 832 | | 21 183 | 22 634 | 7 960 | | 30 595 | 20 330 | 7 628 | | 27 958 |
| Actifs sectoriels | 99 523 | 59 482 | -36 950 | 122 054 | 107 927 | 45 292 | -24 824 | 128 395 | 100 112 | 55 478 | -29 414 | 126 176 |
| Autres Actifs | 82 783 | 3 551 | 191 | 86 525 | 83 506 | 8 326 | -1 459 | 90 372 | 86 197 | 7 273 | 191 | 93 661 |
| Total des actifs consolidés | 274 071 | 86 393 | -36 760 | 323 705 | 291 379 | 78 106 | -26 284 | 343 202 | 284 085 | 86 908 | -29 224 | 341 769 |

La décomposition par secteur et par géographie du chiffre d'affaires se décline comme suit :

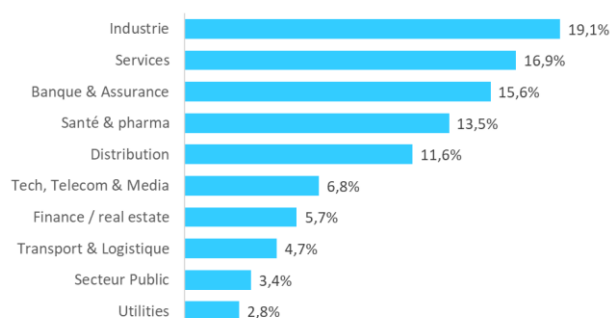
| En % du chiffre d'affaires | 30/06/2024 | 30/06/2023 | 31/12/2023 |
|----------------------------|-------------|-------------|-------------|
| France | 51,3% | 51,3% | 51,8% |
| Europe hors France | 18,6% | 20,7% | 18,3% |
| Autres | 30,1% | 28,0% | 29,9% |
| TOTAL GENERAL | 100% | 100% | 100% |



*Données au 30/06/2023

Ventilation par secteur d'activité

| | 30/06/2024 | 30/06/2023 |
|------------------------|------------|------------|
| Industrie | 19,1% | 17,4% |
| Services | 16,9% | 17,5% |
| Banque & Assurance | 15,6% | 19,6% |
| Santé & pharma | 13,5% | 12,3% |
| Distribution | 11,6% | 14,1% |
| Tech, Telecom & Media | 6,8% | 6,0% |
| Finance / real estate | 5,7% | 4,8% |
| Transport & Logistique | 4,7% | 2,1% |
| Secteur Public | 3,4% | 3,7% |
| Utilities | 2,8% | 2,4% |



Note 6 – Charges de personnel

| en milliers d'€ | 30/06/2024 | 30/06/2023 | 31/12/2023 |
|---------------------------------|----------------|----------------|----------------|
| Salaires et traitements | 77 620 | 80 722 | 153 933 |
| Charges sociales | 23 836 | 22 673 | 44 429 |
| Autres charges de personnel | 3 094 | 1 925 | 5 732 |
| Engagements retraites | 144 | 132 | 315 |
| Rémunérations payées en actions | 624 | 818 | 1 827 |
| TOTAL | 105 319 | 106 270 | 206 237 |

Au premier semestre 2024, un Crédit Impôt Recherche d'un montant de 2,5M€, a été comptabilisé en diminution des charges de personnel, contre 2,4M€ au premier semestre 2023.

La charge de personnel au premier semestre 2024 intègre une charge de 740k€ liée aux plans d'attribution d'actions gratuites (AGA) mis en place pour certains managers en France. La charge liée aux plans d'AGA au premier semestre 2023 était de 817K€.

| Effectifs | 30/06/2024 | 30/06/2023 | 31/12/2023 |
|--------------------------------------|--------------|--------------|--------------|
| Effectif opérationnel | 2 387 | 2 488 | 2 377 |
| Effectif commercial et administratif | 636 | 628 | 623 |
| Total effectif | 3 023 | 3 116 | 3 000 |

Les effectifs salariés et collaborateurs permanents présentés ci-avant sont ceux inscrits à la clôture de chaque période.

Note 7 – Autres produits et charges opérationnels courants

| En milliers d'€ | 30/06/2024 | 30/06/2023 | 31/12/2023 |
|--|------------|------------|---------------|
| Autres charges opérationnelles courantes | -1 215 | -239 | -2 182 |
| Autres produits opérationnels courants | 1 158 | 1 078 | 1 035 |
| Autres produits et charges opérationnels courants | -57 | 839 | -1 147 |

Note 8 – Autres produits et charges opérationnels

| en milliers d'€ | 30/06/2024 | 30/06/2023 | 31/12/2023 |
|---|---------------|---------------|---------------|
| Charges de réorganisation | -659 | -1 429 | -3 240 |
| Résultat de cession d'actifs | -21 | 20 | 554 |
| Autres | -911 | -323 | -1 702 |
| Autres produits et charges opérationnels | -1 591 | -1 732 | -4 388 |

Les charges de réorganisation concernent des coûts relatifs à l'adaptation et au renouvellement nécessaire de certaines fonctions de direction. Les autres produits et charges opérationnels correspondent principalement à des coûts non récurrents liés aux activités M&A et aux actions de réductions des surfaces de bureaux

Note 9 – Résultat financier

| En milliers d'€ | 30/06/2024 | 30/06/2023 | 31/12/2023 |
|--|---------------|---------------|---------------|
| Intérêts et autres produits financiers | 166 | 12 | 118 |
| Reprises sur provisions financières | | | |
| Autres produits financiers | | | |
| Total produits financiers | 166 | 12 | 118 |
| Intérêts et charges assimilées | 3 226 | 2 574 | 6 057 |
| Autres charges financières | | | |
| Total Charges financières | 3 226 | 2 574 | 6 057 |
| Coût de l'endettement financier net | -3 060 | -2 562 | -5 939 |

| en milliers d'€ | 30/06/2024 | 30/06/2023 | 31/12/2023 |
|---|---------------|--------------|--------------|
| Gains de change | 437 | 1 079 | 1 907 |
| Produits de désactualisation sur créances d'exploitation | 208 | 384 | 769 |
| Variation justes valeurs de titres disponibles à la vente | | | |
| Variation justes valeurs de dettes financières | -245 | -594 | -848 |
| Autres produits financiers | 306 | 140 | 245 |
| Total produits financiers | 705 | 1 009 | 2 074 |
| Pertes de change | 1 342 | 786 | 1 773 |
| Autres charges financières | 462 | 381 | 763 |
| Total Charges financières | 1 804 | 1 167 | 2 536 |
| Autres produits et charges financiers | -1 098 | -158 | -462 |

Le coût de l'endettement est en hausse de 0,6M€ ce semestre par rapport à la même période l'année dernière.

En outre, les gains et pertes de change, principalement relatives au Real brésilien, ont aussi impacté défavorablement le résultat financier du premier semestre 2024 alors qu'elles lui étaient favorables un an plus tôt. Ces effets de change représentent une perte de -0,9M€ contre un gain de +0,3M€ au premier semestre 2023.

Les produits financiers comprennent un profit de désactualisation des instruments financiers et du Crédit Impôt Recherche (CIR) pour 0,2M€.

Note 10 – Impôts

Analyse de la charge d'impôt

| En milliers d'euros | 30/06/2024 | 30/06/2023 | 31/12/2023 |
|--|------------|-------------|---------------|
| Impôt différé | 1 241 | 245 | 1 254 |
| Impôt exigible | -1 254 | -553 | -3 925 |
| Charge (-) ou produit (+) d'impôt | -13 | -307 | -2 671 |

La charge d'impôt exigible intègre un montant de CVAE s'élevant à 0,2M€ au 30 juin 2024 (idem au premier semestre 2023). La charge d'impôt est en baisse compte tenu de la baisse de la rentabilité de la plupart des régions.

La réconciliation entre l'impôt théorique et la charge d'impôt réelle s'établit comme suit :

| En milliers d'euros | 30/06/2024 | 30/06/2023 |
|---|---------------|--------------|
| Résultat avant impôts | -1 692 | 3 320 |
| Taux théorique d'imposition | 25,00% | 25,00% |
| Charge (+) ou produit d'impôt (-) théorique | -423 | 830 |
| Rapprochement : | | |
| Différences permanentes | -800 | 206 |
| Activation (-) ou Annulation (+) des impôts différés nés sur exercices antérieurs | | |
| Variation/utilisation des impôts différés actifs non reconnus | 915 | -310 |
| Impact du report variable | | |
| Effet des différences de taux d'imposition | 119 | -60 |
| Crédit d'impôt et CVAE (1) | 136 | 154 |
| Titres mis en équivalence | 41 | |
| Autres | 24 | -512 |
| Charge (+) ou produit (-) d'impôt effectivement constaté | 13 | 307 |
| Taux effectif d'impôt | -0,75% | 9,25% |

(1) Y compris l'impact du classement de la CVAE en Impôt pour 136K€ (154K€ en 06-2023)

Le résultat avant impôts prend en compte la quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence.

Impôts différés au bilan

| En milliers d'euros | 30/06/2024 | 30/06/2023 | 31/12/2023 |
|---------------------------------|--------------|--------------|--------------|
| Impôts différés actifs : | | | |
| - impôts différés activables * | 25 710 | 23 142 | 24 599 |
| - dont non reconnus | 15 049 | 14 979 | 15 048 |
| Impôts différés actifs reconnus | 10 661 | 8 163 | 9 551 |
| Impôts différés passifs | 1 442 | 1 156 | 1 659 |
| Impôts différés nets | 9 219 | 7 007 | 7 892 |

* Les impôts différés activables sont évalués sur la base des déficits reportables, des différences temporaires fiscales et des différences temporelles de consolidation.

Le Groupe a choisi de limiter le montant des actifs d'impôts différés reconnus au titre des pertes fiscales à l'impôt calculé sur le tax planning des cinq années suivantes. Pour rappel, au total, le groupe dispose de déficits reportables cumulés de 76,8M€ au 31.12.2023.

Les impôts différés actifs et passifs pour une même entité sont compensés dans la présentation bilancielle.

Note 11 – Quote-part de résultat des sociétés mise en équivalence

Trois périmètres sont mis en équivalence dans les comptes consolidés : Black Tiger, Mozzaik365 et Axon Technologies. Le résultat négatif est principalement la quote-part de déficit de Mozzaik365 et de Axon Technologies. Ces pertes ne remettent pas en question les valorisations de ces deux périmètres dont la valeur nette comptable dans les comptes consolidés reste justifiée.

Note 12 – Goodwill

| Valeur brute : | TOTAL |
|--|---------------|
| Au 1er janvier 2023 | 91 137 |
| Acquisitions | 3 504 |
| Reclassement comme disponibles à la vente | |
| Cessions | |
| Autres variations et ajustements | 134 |
| Au 31 décembre 2023 | 94 775 |
| Acquisitions | |
| Reclassement comme disponibles à la vente | |
| Cessions | |
| Autres variations et ajustements | -31 |
| Au 30 juin 2024 | 94 744 |
| Dépréciations : | |
| Au 1er janvier 2023 | -1 427 |
| Dotation de l'exercice | 626 |
| Au 31 décembre 2023 | -801 |
| Dotation de l'exercice | |
| Au 30 juin 2024 | -801 |
| Montant net comptable au 30 juin 2024 | 93 943 |
| Au 31 décembre 2023 | 93 974 |

Il n'y a pas eu de nouvelles acquisitions au premier semestre 2024.

Au 30 juin 2024, les allocations des écarts d'acquisition sont toutes définitives

A ce stade, il n'y a pas de nouvel écart d'évaluation significatif identifié.

Le montant net comptable est réparti de la manière suivante :

| En milliers € | 30/06/2024 | 30/06/2023 | 31/12/2023 |
|----------------|---------------|---------------|---------------|
| Grands Comptes | 77 414 | 77 312 | 77 445 |
| Middle Market | 16 528 | 16 528 | 16 528 |
| TOTAL | 93 943 | 93 840 | 93 974 |

Conformément à la norme IAS 36, les écarts d'acquisition font l'objet de tests de dépréciation annuels, et ponctuels, en cas d'évolution défavorable de certains indicateurs, pour déterminer les pertes de valeur éventuelles. Le montant recouvrable d'une UGT est déterminé sur la base de calculs de la valeur d'utilité.

Le management n'a pas identifié d'indices de pertes de valeur le conduisant à réaliser des tests d'impairment sur les UGT au 30 Juin 2023.

Note 13 – Immobilisations incorporelles et corporelles

| en Milliers € | Concessions, brevets, logiciels | Autres immobilisations incorporelles | Total immobilisations incorporelles | Immobilisations corporelles | Total des immobilisations corporelles |
|--|---------------------------------|--------------------------------------|-------------------------------------|-----------------------------|---------------------------------------|
| Valeur brute : | | | | | |
| Au 1er janvier 2023 | 5 415 | 4 279 | 9 694 | 15 431 | 15 431 |
| Acquisitions | 571 | 279 | 850 | 921 | 921 |
| Cessions/Mises au rebut | -500 | 92 | -408 | -2 134 | -2 134 |
| Variation de périmètre | 506 | | 506 | 179 | 179 |
| Incidence des changements de méthodes | | | | | |
| Ecart de change | -75 | 81 | 6 | 33 | 33 |
| Reclassement | -3 | | -3 | | |
| Au 1er janvier 2024 | 5 914 | 4 731 | 10 645 | 14 430 | 14 430 |
| Acquisitions | 243 | 231 | 473 | 587 | 587 |
| Cessions/Mises au rebut | -2 | -100 | -102 | -87 | -87 |
| Variation de périmètre | | | | | |
| Incidence des changements de méthodes | | | | | |
| Ecart de change | -6 | -78 | -84 | -84 | -84 |
| Reclassement | | | | | |
| Au 30 juin 2024 | 6 148 | 4 783 | 10 932 | 14 846 | 14 846 |
| Amortissements cumulés et pertes de valeurs : | | | | | |
| Au 1er janvier 2023 | 4 922 | 1 628 | 6 550 | 9 960 | 9 960 |
| Charge d'amortissement de l'exercice | 337 | 741 | 1 078 | 1 835 | 1 835 |
| Cessions/Mises au rebut | -478 | -36 | -515 | -1 848 | -1 848 |
| Variation de périmètre | | 167 | 167 | 132 | 132 |
| Ecart de change | -57 | 35 | -23 | 11 | 11 |
| Reclassement | -3 | | -3 | | |
| Au 1er janvier 2024 | 4 720 | 2 535 | 7 255 | 10 089 | 10 089 |
| Charge d'amortissement de l'exercice | 119 | 169 | 288 | 882 | 882 |
| Dépréciations | | | | | |
| Cessions/Mises au rebut | -1 | | -1 | -58 | -58 |
| Variation de périmètre | | | | | |
| Ecart de change | -6 | -5 | -11 | -66 | -66 |
| Reclassement | 2 | | 2 | | |
| Au 30 juin 2024 | 4 835 | 2 698 | 7 533 | 10 848 | 10 848 |
| Montant net : | | | | | |
| Au 30 juin 2024 | 1 313 | 2 085 | 3 399 | 3 998 | 3 998 |
| Au 31 décembre 2023 | 1 194 | 2 196 | 3 390 | 4 341 | 4 341 |

Note 14 – Locations et droits d'utilisation

L'incidence de l'application de la norme IFRS 16 sur les principaux éléments du compte de résultat est détaillée ci-dessous :

| (en milliers d'euros) | 30/06/2024 | 30/06/2023 | 31/12/2023 |
|---|---------------|---------------|---------------|
| Dépréciation des Droits d'utilisation relatifs : | | | |
| Autres immobilisations incorporelles | | | |
| Constructions | -2 343 | -2 511 | -4 911 |
| Autres immobilisations corporelles | -198 | -400 | -664 |
| Total des Dotations inclus dans les Dotations aux Amortissements | -2 541 | -2 911 | -5 575 |
| Charges d'intérêt inclus dans le Coût de l'Endettement Net | -143 | -178 | -340 |
| Montant des loyers annulés du Résultat Opérationnel Courant | 2 603 | 3 033 | 5 814 |
| Autres impacts en Résultat Opérationnel | | | |
| Impact sur EBITDA | 2 603 | 3 033 | 5 814 |
| Impact sur le résultat opérationnel du retraitement IFRS16 | 62 | 122 | 239 |
| Impact sur le résultat financier du retraitement IFRS16 | -143 | -178 | -340 |
| Impact sur le résultat net avant impôts du retraitement IFRS16 | -81 | -56 | -101 |

Dans le tableau de flux de trésorerie, les décaissements de loyers sont présentés en flux de trésorerie liés aux activités de financement sur la ligne Remboursement d'emprunts et en Intérêts financiers versés.

Des impôts différés sont reconnus lorsqu'il existe une différence temporelle.

Les Dettes sur obligations locatives sont présentées au passif de l'Etat de la situation financière, dans la rubrique des Emprunts et dettes financières. Leur variation sur l'exercice est détaillée dans la Note 20 – Passifs financiers ligne « Obligations locatives (IFRS 16) ».

Les actifs du contrat sont présentés dans l'Etat de la situation financière à l'actif selon la nature du sous-jacent du Droits d'utilisation. Leur variation sur le semestre est détaillée ci-dessous :

| (en milliers d'euros) | Valeur à l'ouverture | Acquisitions/ amortissements | Variation de périmètre | Cessions/Mises au rebut | Reclas. | Changement de méthode | Ecart de Conversion | Solde de clôture |
|--|----------------------|------------------------------|------------------------|-------------------------|---------------|-----------------------|---------------------|------------------|
| Valeur brute | | | | | | | | |
| Autres immobilisations incorporelles | 801 | | | | | | | 801 |
| Constructions | 39 217 | 3 701 | | | -7 604 | | 59 | 35 373 |
| Autres immobilisations corporelles | 1 511 | | | | -58 | | -9 | 1 445 |
| Valeur brute | 41 529 | 3 701 | | | -7 661 | | 50 | 37 619 |
| Amortissements | | | | | | | | |
| Amt/Dép. autres immos incorp. | -801 | | | | | | | -801 |
| Amt/Dép. constructions | -19 463 | -2 343 | | | | | -55 | -21 861 |
| Amt/Dép. autres immobilisations corp. | -1 043 | -198 | | | 58 | | 6 | -1 177 |
| Amortissements | -21 307 | -2 541 | | | 58 | | -49 | -23 839 |
| Valeur nette comptable à la clôture | 20 222 | 1 160 | | | -7 604 | | 1 | 13 780 |

Les autres immobilisations corporelles sont composées essentiellement des droits d'utilisation sur les véhicules.

Note 15 – Autres actifs non courants

| En milliers d'€ | Valeur brute | Perte de valeur | Valeur nette |
|-----------------------------------|---------------|-----------------|---------------|
| Solde au 31/12/2022 | 28 756 | 369 | 28 387 |
| Augmentation | 2 276 | 2 | 2 274 |
| Remboursement | -723 | -46 | -677 |
| Variation de périmètre | 27 | | 27 |
| Reclassement et Autres variations | -352 | -16 | -336 |
| Solde au 31/12/2023 | 29 986 | 310 | 29 676 |
| Augmentation | 2 515 | | 2 515 |
| Remboursement | -99 | | -99 |
| Variation de périmètre | | | |
| Reclassement et Autres variations | 73 | -1 | 74 |
| Solde au 30/06/2024 | 32 475 | 309 | 32 167 |

| En milliers d'€ | 30/06/2024 | 30/06/2023 | 31/12/2023 |
|---|---------------|---------------|---------------|
| Dépôt de garantie et prêts | 7 472 | 7 061 | 8 767 |
| Titres de participations non consolidés | 6 384 | 6 259 | 4 950 |
| Autres créances part à plus d'un an | 18 311 | 18 830 | 15 959 |
| TOTAL | 32 167 | 32 150 | 29 676 |

Les autres créances à plus d'un an correspondent essentiellement aux créances de Crédit d'Impôt Recherche des trois derniers exercices et du premier semestre 2024 (17,2M€ après actualisation – 17,9M€ avant actualisation).

Le Groupe estime que la valeur inscrite au bilan des actifs financiers correspond à une approximation raisonnable de leur juste valeur.

Note 16 – Créances clients et autres débiteurs

| En milliers d'euros | 30/06/2024 | 30/06/2023 | 31/12/2023 |
|---|----------------|----------------|----------------|
| Créances clients | 81 005 | 85 130 | 90 878 |
| Dépréciation sur créances clients | -2 563 | -2 243 | -2 903 |
| Montant net des créances clients | 78 442 | 82 887 | 87 975 |
| Autres débiteurs nets | 26 590 | 29 182 | 22 749 |
| Charges constatées d' avance | 17 012 | 16 305 | 15 442 |
| TOTAL | 122 044 | 128 374 | 126 166 |

Les autres débiteurs nets comprennent principalement des créances fiscales, dont le Crédit Impôt Recherche (5,4M€) remboursables à moins d'un an.

Le solde clients se décompose comme suit :

| En milliers d'euros | 30/06/2024 | 30/06/2023 | 31/12/2023 |
|------------------------------|---------------|---------------|---------------|
| Echéances | | | |
| Non échues | 58 960 | 60 419 | 67 159 |
| Entre 0 et 30 jours | 11 120 | 10 155 | 12 504 |
| Entre 31 et 60 jours | 3 060 | 4 133 | 4 920 |
| Entre 61 et 90 jours | 1 873 | 2 557 | 1 574 |
| Entre 91 et 180 jours | 2 330 | 2 876 | 963 |
| Plus de 181 jours et douteux | 3 662 | 4 989 | 3 759 |
| TOTAL | 81 005 | 85 130 | 90 878 |

Une provision pour dépréciation a été constatée à hauteur de 2,6M€ (2,9M€ à fin 2023). Cette provision a été déterminée en fonction des facteurs identifiés d'irrécouvrabilité et de pertes de crédit attendues selon IFRS9.

Le risque de crédit du Groupe est essentiellement lié à ses créances clients. Les montants présentés au bilan sont nets de provisions pour dépréciation. Une dépréciation est constatée lorsqu'il existe un événement identifié de risque de perte qui, basé sur l'expérience passée, constitue une évidence suffisante de la réduction du montant recouvrable de la créance.

Note 17 – Trésorerie et équivalents de trésorerie

| RUBRIQUES | 30/06/2024 | 30/06/2023 | 31/12/2023 |
|---------------------------|---------------|---------------|---------------|
| Équivalents de trésorerie | 589 | 571 | 548 |
| Trésorerie | 41 950 | 48 768 | 52 282 |
| TOTAL | 42 539 | 49 340 | 52 830 |

Les soldes bancaires et la trésorerie comprennent les actifs détenus sur les comptes de dépôts bancaires, dont la maturité est à moins de trois mois.

La trésorerie retenue dans le tableau des flux de trésorerie s'entend comme suit :

| RUBRIQUES | 30/06/2024 | 30/06/2023 | 31/12/2023 |
|---|---------------|---------------|---------------|
| Trésorerie et équivalents de trésorerie bruts | 42 539 | 49 340 | 52 829 |
| Découverts bancaires | -1 | -31 | -39 |
| Autres | -1 | -2 | -1 |
| Trésorerie du tableau des flux | 42 538 | 49 307 | 52 789 |

Risque de crédit

Les principaux actifs financiers du Groupe sont les comptes bancaires et la trésorerie, les créances clients et autres débiteurs.

Le risque de crédit sur les actifs de trésorerie est limité, parce que les contreparties en sont des banques bénéficiant de hauts niveaux de notation de crédit attribués par des agences internationales de notation.

Le Groupe n'a pas de concentration significative de son risque de crédit, avec une exposition largement répartie sur de nombreux acteurs du marché.

Note 18 – Provisions

Conformément à la norme IAS 37 – *Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels*, les provisions sont comptabilisées lorsqu'à la date de clôture, le Groupe a une obligation actuelle, juridique ou implicite qui résulte d'un fait générateur passé dont le montant peut être estimé de manière fiable et dont il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation. Cette obligation peut être d'ordre légal, réglementaire ou contractuel, voire implicite. Ces provisions sont estimées selon leur nature en tenant compte des hypothèses les plus probables. Les montants sont actualisés lorsque l'effet du passage du temps est significatif.

Les passifs éventuels ne sont pas comptabilisés et correspondent à :

- Des obligations potentielles résultant d'événements passés dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance d'événements futurs incertains qui ne sont pas totalement sous le contrôle de l'entreprise ;
Ou
- Des obligations actuelles résultant d'événements passés, mais qui ne sont pas comptabilisées car il n'est pas probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation ou car le montant de l'obligation ne peut être évalué avec une fiabilité suffisante.

Tableau de variation des provisions

| En milliers d'€ | 31/12/2023 | Variation de périmètre | Effet de l'écart de change | Dotations | Reprises utilisées | Reprises non utilisées | OCI | Reclassement | 30/06/2024 |
|-------------------------------------|---------------|------------------------|----------------------------|------------|--------------------|------------------------|----------|--------------|---------------|
| Provisions pour risques & charges | 6 646 | | -168 | 723 | -166 | -6 | | | 7 029 |
| Provisions pour engagement retraite | 4 317 | | | 217 | | | 3 | -107 | 4 430 |
| Provisions non courantes | 10 963 | | -168 | 940 | -166 | -6 | 3 | -107 | 11 459 |
| Provisions pour risques & charges | 4 985 | | -4 | 322 | -767 | -103 | | | 4 433 |
| Provisions courantes | 4 985 | | -4 | 322 | -767 | -103 | | | 4 433 |

Les provisions pour risques et charges incluent essentiellement :

- Les provisions pour risques et charges, litiges sociaux et prud'homaux : 8.399 K€
- Les provisions pour risques client, garantie et pertes à terminaison : 3.063 K€
- Les provisions pour engagements de retraite : 4.430 K€

Provisions pour risques & charges, litiges sociaux et prud'homaux :

Les sociétés du Groupe sont engagées dans un certain nombre de procès ou litiges dans le cours normal de leurs activités. Par ailleurs, celles-ci font également l'objet de contrôles fiscaux dans différentes régions, dont certains peuvent donner lieu à redressement. Enfin, certains risques n'ayant pas encore été concrétisés par un litige ouvert peuvent être provisionnés au regard d'un montant évaluable de manière fiable et d'un risque d'occurrence important. Dans chaque cas, le risque est évalué par la Direction du Groupe et ses conseils.

Passifs éventuels :

Dans le cadre de ses activités courantes, le Groupe peut intervenir dans des domaines sensibles tels que la banque ou la santé. Dans ces domaines d'activité, la nature des travaux que conduisent les équipes du Groupe peuvent conduire à des litiges à la suite d'une défaillance opérationnelle de ces équipes. Dans ce contexte, il existe des situations commerciales de nature potentiellement précontentieuses, qui peuvent être qualifiées de passifs éventuels, mais que la norme IAS 37 ne permet pas de provisionner. Le Groupe rappelle que la qualité de service de ses équipes est suivie par des procédures de contrôle interne et est reconnue par le marché et, par ailleurs, l'ensemble de ses activités sont couvertes par ses contrats d'assurance professionnelle.

Note 19 – Passifs financiers

| RUBRIQUES | 30/06/2024 | A 1 an au plus | A plus d' 1 an | A plus de 5 ans |
|---|----------------|----------------|----------------|-----------------|
| Emprunts bancaires et dettes assimilées | 79 814 | 15 750 | 20 011 | 44 053 |
| Financements de créances | 8 401 | 8 401 | | |
| Découverts bancaires | 1 | 1 | | |
| Obligations locatives (IFRS 16) | 14 465 | 3 790 | 10 424 | 251 |
| Autres passifs financiers | 24 114 | 607 | 23 507 | |
| TOTAL DETTES FINANCIERES | 126 794 | 28 548 | 53 942 | 44 304 |

| RUBRIQUES | 31/12/2023 | Ecart de conversion | Variation de périmètre | Augmentation | Remboursement | Autres | 30/06/2024 |
|---------------------------------|----------------|---------------------|------------------------|---------------|----------------|---------------|----------------|
| Emprunts bancaires | 82 337 | -37 | | 67 706 | -70 454 | 261 | 79 814 |
| Financements de créances | 6 712 | | | 5 724 | -4 035 | | 8 401 |
| Découverts bancaires | 39 | | | 1 | | -39 | 1 |
| Obligations locatives (IFRS 16) | 20 927 | 1 | | 3 701 | -2 459 | -7 705 | 14 465 |
| Autres passifs financiers | 25 227 | 25 | | -1 335 | | 197 | 24 114 |
| TOTAL DETTES FINANCIERES | 135 243 | -11 | | 75 797 | -76 948 | -7 286 | 126 794 |

Les emprunts bancaires sont principalement constitués du crédit syndiqué conclu le 20 décembre 2022 pour un montant de 63,3M€ dont 15M€ correspondent à une ligne RCF totalement tirée au 30 juin 2024 et de l'obligation relance conclue le 22 décembre 2022 pour un montant de 17,0M€. Ce refinancement, avec notamment une part remboursable in fine à 7 ans pour la dette senior de 40% et de 100% pour l'obligation relance, permet un allongement significatif de la maturité.

Relativement aux obligations locatives, une renégociation du bail du siège de Levallois explique l'essentiel des montants « Autres » pour -7,7M€, ainsi que celui de 3,7M€ pour l'« Augmentation ».

Les emprunts au bilan de la société sont constitués de :

Crédit d'un montant en principal de 48,3M€ divisé en deux tranches :

Tranche A

- **Solde au 30 juin 2024 : 26,1 M€**
- Durée de l'emprunt : 6 ans
- Remboursement : 1/12^e tous les semestres
- Taux d'intérêt : Euribor 3 mois + marge de 1,53 % à 2,35 % selon ratio covenant R1

Tranche B

- **Solde au 30 juin 2024 : 22,1 M€**
- Durée de l'emprunt : 7 ans
- Remboursement : en une seule fois à l'échéance
- Taux d'intérêt : Euribor 3 mois + marge de 2.13 % à 2.85 % selon ratio covenant R1

- **Crédit renouvelable** en date du 20 décembre 2022 : 15M€
 - **Solde au 30 juin 2024 : 15,0M€**
 - Durée de l'emprunt : renouvelable par mois/trimestre ou semestre.
 - Remboursement à chaque échéance.
 - Cleandown annuel à 5M€ pendant 5 jours consécutifs
 - Taux d'intérêt EURIBOR 3 mois + marge de 1,33 à 2,15 selon le ratio de covenant R1 atteints (voir supra).
- **Obligation Relance** en date du 22 décembre 2022 : 17M€

Obligation relance en deux tranches. Les deux tranches représentent un capital de 17,0M€ et ont été partiellement utilisées pour rembourser les soldes de PGE de Keyrus SA et de sa filiale Xiomega pour 9,4M€. Le taux d'intérêt moyen des deux tranches est de 5,2%.

Crédit Fonds obligation Relance France- TXF en date du 20 décembre 2022 pour 15.3m€

- **Solde au 30 juin 2024 : 15,3M€**
- Durée de l'emprunt : 8 ans
- Remboursement : à l'échéance
- Taux d'intérêt fixe de 5%

Crédit FORF-Eurazeo INV MANAGER-TXF en date du 20 décembre 2022 pour 1.7M€

- **Solde au 30 juin 2024 : 1,7M€**
- Durée de l'emprunt : 8 ans
- Remboursement : à l'échéance
- Taux d'intérêt fixe de 7%

- **Prêt Croissance Internationale** auprès de BPI France en date du 8 février 2016 pour un montant de 5M€ :
 - **Solde au 30 juin 2024 : 0,8M€**
 - Durée de l'emprunt : 7 ans
 - Remboursement en 20 versements trimestriels après 2 ans de différé

- Taux d'intérêt fixe de 2,05 %
- Aucun ratio financier applicable

Compte tenu de l'encours financier à taux variable, une hausse du taux de 1% devrait avoir un impact négatif sur le compte de résultat de l'ordre de 0,5M€ (net d'impôt).

L'ensemble des financements du groupe respectent les covenants bancaires.

Note 20 – Autres passifs courants

| En milliers d'euros | Montant au 30/06/2024 | A 1 an au plus | A plus d' 1 an | Montant au 31/12/2023 | A 1 an au plus | A plus d' 1 an |
|-----------------------------------|--------------------------|-------------------|-------------------|--------------------------|-------------------|-------------------|
| Provisions à court terme | 4 433 | 4 433 | | 4 985 | 4 985 | |
| Fournisseurs et comptes rattachés | 36 479 | 36 479 | | 39 735 | 39 735 | |
| Avances et acomptes reçus | 1 388 | 1 388 | | 1 234 | 1 234 | |
| Avoirs à établir | 2 897 | 2 897 | | 2 419 | 2 419 | |
| Dettes fiscales et sociales | 50 302 | 50 294 | 8 | 55 503 | 55 487 | 16 |
| Dettes sur immobilisations | | | | 105 | 105 | |
| Autres dettes | 6 118 | 6 118 | | 5 858 | 5 858 | |
| Produits constatés d'avance | 34 819 | 34 819 | | 35 815 | 35 816 | |
| TOTAL | 136 435 | 136 427 | 8 | 145 654 | 145 638 | 16 |

Note 21 - Juste valeur des instruments financiers au bilan

| En milliers d'euros | 30/06/2024 | Juste valeur par résultat | Prêts et créances au coût amorti | Passifs financiers au coût amorti | Instruments dérivés | Valeur au bilan de clôture | Juste valeur |
|--|------------|---------------------------|----------------------------------|-----------------------------------|---------------------|----------------------------|----------------|
| Actifs financiers non courant | | | 32 167 | | | 32 167 | 32 167 |
| Clients | | | 78 442 | | | 78 442 | 78 442 |
| Autres débiteurs | | | 43 602 | | | 43 602 | 43 602 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | | 42 539 | | | | 42 539 | 42 539 |
| ACTIFS FINANCIERS | | 42 539 | 154 210 | | | 196 750 | 196 750 |
| Emprunt obligataires (y compris <1 an) | | | | | | | |
| Autres passifs (y compris <1 an) | | | | 126 793 | | 126 793 | 126 793 |
| Fournisseurs | | | | 36 479 | | 36 479 | 36 479 |
| Autres créditeurs | | | | 40 937 | | 40 937 | 40 937 |
| Instruments dérivés passif (dérivés de taux désignés comme instrument de couverture) | | | | | | | |
| Concours bancaires courants | | | | 1 | | 1 | 1 |
| PASSIFS FINANCIERS | | | | 204 210 | | 204 210 | 204 210 |

Note 22 – Engagements donnés ou reçus

Les montants des contrats de location financement sont comptabilisés au bilan du groupe.

| Engagements reçus | 30/06/2024 | 30/06/2023 | 31/12/2023 |
|--|------------|------------|------------|
| Crédit syndiqué | 16 000 | - | 16 000 |
| Garantie reçue au titre de l'engagement Fondation Keyrus | 300 | 300 | 300 |
| Ligne FactoFrance (financement non utilisé) | 20 991 | 21 674 | 19 446 |
| Lignes Espagne (financement non utilisé) | 600 | 569 | 508 |

| Engagements donnés | 30/06/2024 | 30/06/2023 | 30/06/2023 |
|-------------------------------------|------------|------------|------------|
| Garantie donnée à Santander Espagne | 150 | 150 | 150 |

Note 23 – Actions gratuites

La charge comptabilisée au titre d'IFRS 2 au titre de plans d'actions gratuites chez l'émetteur est nulle. Les plans d'actions gratuites attribués dans les filiales de l'émetteur représentent une charge de 740K€ au premier semestre 2024.

IV DECLARATION DE LA PERSONNE PHYSIQUE RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

J'atteste que, à ma connaissance, les comptes résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre les parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Levallois-Perret, le 30 septembre 2024

Monsieur Eric Cohen

Président Directeur Général